

Essai

sur la comparaison internationale des niveaux de vie ouvriers

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 6 Juin 1936, à 5 heures

PAR

Pierre ABELIN

Diplômé de l'École Libre des Sciences Politiques

JURY DE LA THÈSE

Président : M. M. OUALID, professeur

Suffragants { MM. MAUNIER, professeur
PIROU, —

LYON

BOSC Frères M. & L. RIOU

IMPRIMEURS-ÉDITEURS

42, Quai Gailleton, 42

1936

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.*

Essai

sur la comparaison internationale des niveaux de vie ouvriers

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 6 Juin 1936, à 5 heures

PAR

Pierre ABELIN

Diplômé de l'École Libre des Sciences Politiques

JURY DE LA THÈSE

Président : M. M. OUALID, professeur

Suffragants { *MM. MAUNIER, professeur*
PIROU, —

LYON

BOSC Frères M. & L. RIOU

IMPRIMEURS-ÉDITEURS

42, Quai Gailleton, 42

1936



ESSAI

SUR LA COMPARAISON INTERNATIONALE DES NIVEAUX DE VIE OUVRIERS

INTRODUCTION

De nombreuses analyses ont été faites de la notion de niveau de vie. Une des définitions qui paraît le mieux correspondre à la réalité, peut être formulée ainsi : le niveau de vie est la somme des satisfactions ou intérêts économiques qu'une famille retire de la consommation des biens et des services que son revenu lui permet d'obtenir pendant une certaine période.

Ainsi la nature des biens et des services consommés ou utilisés ne doit pas seule retenir l'attention, l'élément essentiel à prendre en considération, c'est la satisfaction, les économistes disent l'utilité, que procurent ces services et ces biens. Il paraît alors possible de comparer les niveaux d'existence de certaines catégories de la population, dans divers pays, alors même que ces populations ont un genre de vie différent.

On remarquera que les premiers travaux effectués pour déterminer le niveau d'existence des classes ouvrières, ont été entrepris à une date relativement récente. Aussi bien, c'est seulement dans quelques pays

et depuis un temps assez court, que les conditions de vie des travailleurs suscitent un intérêt aussi passionné. Jusqu'alors une étude internationale des niveaux de vie ouvriers n'aurait eu pour raison d'être que la comparaison des coûts de la main-d'œuvre par rapport aux coûts globaux de production dans un certain nombre de pays.

Actuellement chez les nations de l'Europe occidentale et aux Etats-Unis notamment, l'opinion publique a déterminé d'une manière plus ou moins confuse un niveau de vie minimum dont chaque ouvrier devrait bénéficier. Que ce niveau de vie soit menacé et le public réagit avec une violence qui met parfois en péril les institutions les mieux établies.

Le fait a été particulièrement sensible après la guerre en Grande-Bretagne, où le rétablissement de l'étalon-or en 1925 aurait rendu nécessaire une diminution générale des prix et en particulier des traitements et salaires. Faute d'avoir réussi à imposer cette réduction, que le citoyen britannique considérait d'instinct comme indigne d'un pays civilisé, le gouvernement anglais devait six ans plus tard sacrifier sa monnaie, dont la stabilité paraissait être jusqu'alors un élément primordial de la prospérité du Royaume-Uni.

En période de crise économique, la notion de niveau de vie minimum conserve son importance. Elle met obstacle au système du travail réduit, du short time, préconisé par de nombreux théoriciens. Les masses ouvrières craignent qu'à la faveur de la crise et par le procédé du short time, les patrons ne réussissent

à leur imposer un abaissement général de leurs conditions d'existence. Elles ont tendance à préférer à ce système, générateur d'appauvrissement pour le plus grand nombre, un accroissement du nombre des chômeurs dont l'entretien incombe à la collectivité toute entière.

M. Jacques Rueff a montré en termes excellents que l'application d'un système d'assurance-chômage jointe au mécanisme des contrats collectifs de travail pouvait mettre effectivement obstacle dans un pays à une réduction des salaires, alors même que le niveau des prix de gros baissait considérablement.

L'existence de salaires élevés et peu compressibles expose — on le sait — les nations qui les pratiquent à la concurrence dangereuse des pays plus neufs à production moins onéreuse. Si les pays peu évolués éprouvent la nécessité de sauvegarder leurs industries naissantes au moyen de barrières douanières, les peuples dont le développement industriel est le plus ancien, sont inévitablement conduits à protéger leur main-d'œuvre.

Lorsqu'on étudie les élévations de tarifs douaniers qui se sont succédé en France depuis plusieurs années, on s'aperçoit qu'elles ont presque toutes été motivées par la volonté de préserver les salaires des travailleurs dans de nombreuses branches de la production nationale. La plupart n'ont été décidées qu'à la suite des interventions pressantes des organisations ouvrières.

La nécessité de sauvegarder le niveau d'existence des classes laborieuses oblige souvent les pays les plus

évolués au point de vue industriel à recourir à des mesures encore plus rigoureuses que la protection douanière. Les restrictions apportées dans de nombreux pays à l'immigration, surtout depuis le début de la crise, ont des répercussions dont la gravité apparaît plus clairement de jour en jour. L'impossibilité pour certains pays surpeuplés d'exporter même temporairement de la main-d'œuvre, ne favorise-t-elle pas l'expansion brutale et la conquête par les armes ?

Ainsi à l'amenuisement des échanges internationaux, générateur de crise, qui contribue à provoquer l'inégalité des niveaux de vie ouvriers, s'ajoute, conséquence d'une même cause, une menace grandissante pour la paix mondiale.

Comment dans ces conditions ne serait-il pas du plus grand intérêt de comparer les conditions d'existence des travailleurs dans les divers pays ? Malheureusement les difficultés d'application des méthodes mises en œuvre pour cette étude, suffisent à expliquer la faible portée des résultats obtenus.

PREMIÈRE PARTIE

Méthodes de comparaison des niveaux de vie ouvriers

Les études effectuées sur le standing des ouvriers dans les divers pays, déjà fort délicates lorsqu'on se limite à une simple comparaison des salaires réels payés à certaines catégories de travailleurs, soulèvent des difficultés presque insurmontables lorsqu'on se donne pour tâche de comparer les niveaux de vie effectifs des ouvriers.

Ce n'est plus seulement la difficulté de rapprocher des statistiques établies sur des bases différentes et tenant compte de facteurs très divers à laquelle on se heurte, mais bien la quasi impossibilité d'apprécier à leur juste valeur des éléments multiples et non susceptibles de mesure tenant à la diversité des races, des climats, des législations et des mœurs.

La nécessité d'affecter ces données d'indices de pondération, de les faire entrer dans le cadre étroit d'une comparaison statistique, fausse la réalité. Le souci d'être le plus compréhensif possible conduit souvent l'enquêteur au schématique et à l'arbitraire.

Et cependant, seule une comparaison des conditions d'existence, ne négligeant aucun des facteurs spéciaux à chaque pays qui peuvent influencer sur le sort de l'ouvrier, serait de nature à satisfaire pleinement l'esprit, à mériter l'appellation de comparaison internationale des niveaux de vie ouvriers.

I. — METHODE DE COMPARAISON DES SALAIRES NOMINAUX

Pour apprécier de manière comparée le niveau de vie des populations ouvrières, l'enquêteur doit utiliser un indice suffisamment précis et susceptible de mesure auquel il apporte par la suite toutes les corrections et atténuations nécessaires.

Cet indice pourrait être le salaire nominal payé aux ouvriers si les unités monétaires possédaient le même pouvoir d'achat dans tous les pays considérés. En fait pour compenser les perturbations introduites dans les comparaisons de salaires par la diversité des unités monétaires, il est préférable de déduire du salaire nominal le salaire réel, c'est-à-dire le pouvoir d'achat dont dispose l'ouvrier comme fruit de son travail.

L'emploi du salaire réel pour apprécier les conditions d'existence ouvrière peut paraître surprenant au premier abord puisque, pour déterminer le salaire réel, il faut rapprocher le salaire nominal de la dépense résultant des habitudes de consommation de l'ouvrier, ce qui suppose connu son genre de vie. Cependant en négligeant la part du salaire qui peut être consacré à l'épargne, on remarque que si le salaire réel augmente, le travailleur peut accroître ou améliorer ses consommations, c'est-à-dire élever son ni-

veau de vie. Inversement il doit réduire ses dépenses si son salaire réel diminue. Les variations du salaire réel permettent donc bien d'apprécier dans une certaine mesure celles du niveau de vie de l'ouvrier.

Une étude ayant pour objet les moyens d'obtenir de bonnes comparaisons internationales des salaires réels nécessite l'examen successif des deux éléments qui concourent à la détermination du salaire réel ; salaires nominaux et coût de la vie.

**

Réunie à Genève, le 20 mai 1931, la 4^e Conférence des Statisticiens du Travail s'était donnée pour tâche d'examiner la nature et la portée exacte des informations que les gouvernements devaient être invités à fournir au B. I. T. sur le niveau des salaires nominaux dans leurs pays. Elle avait à étudier également les améliorations et développements susceptibles d'être réalisés dans la centralisation des statistiques des salaires et dans les méthodes de comparaison de ces données. Voici les principaux points sur lesquels elle a fait porter son étude.

La Conférence s'est tout d'abord efforcée de découvrir une bonne unité de travail et, à ce sujet elle a été conduite à distinguer les taux de rémunération au temps des taux de rémunération aux pièces. Elle s'est aperçue que pour nombre de professions il était impossible de connaître le rendement en valeur. On ne dispose même qu'assez rarement du rendement en quantité. Dès lors, il convient d'admettre en première approximation, comme l'a dit M. Bowley, que la quan-

tité de travail doit être mesurée par le nombre d'unités de temps.

Cependant on est obligé de reconnaître que la constance de l'unité de temps prise comme unité de travail ne peut être suffisamment réalisée que dans le cadre d'une même profession. Encore est-il nécessaire que les conditions du travail ne se soient pas trop modifiées, s'il s'agit de comparaisons portant sur une longue durée, et que les professions correspondant à la même dénomination soient exercées à peu près de la même manière dans les divers pays.

Par ailleurs, les différences tenant à la nature du travail, à son intensité, à son efficacité, doivent intervenir comme des facteurs de correction dans l'analyse des résultats.

A cet égard il a été remarqué judicieusement que l'intensité et l'efficacité du travail n'étaient nullement comparables.

En raison de facteurs divers : force physiologique des diverses races, climat, caractère même des populations, régime nutritif, l'intensité du travail est assez différente d'un pays à l'autre. Herbert Spencer déclare que « l'empire industriel appartiendra au peuple le mieux nourri. » Et il croit devoir faire remarquer : « On a éprouvé depuis longtemps qu'un terrassier anglais, nourri de viande, fait plus de travail qu'un ouvrier du continent nourri de farineux... La preuve que cette supériorité tient à une différence non de race, mais de nourriture, c'est que les terrassiers du continent, si on les nourrit de même que les ouvriers anglais, les égalent presque comme force et comme productivité. »

L'efficacité du travail à égalité d'intensité dépend de l'intelligence du travailleur, de sa facilité d'adaptation aux circonstances, de la discipline de ses mouvements et de la perfection de ses instruments de travail. Elle dépend aussi de l'organisation administrative et financière des établissements où les travailleurs sont employés. M. Gini relate notamment qu'aux Indes la main-d'œuvre chinoise est préférée à la main-d'œuvre indienne pour le défrichement des terrains en raison de la force notablement supérieure des Chinois. Par ailleurs, dit le même auteur, il est bien connu que le climat chaud rend difficile un travail intensif tandis que celui-ci est favorisé par un climat froid. Enfin le caractère plus ou moins travailleur de la population, effet probablement secondaire de sa force physique et de l'influence du climat, a une action notable sur les résultats du travail. La différence est parfois si grande qu'elle peut avoir un retentissement très appréciable sur le rendement des machines lorsque ces dernières sont mises en mouvement et surveillées par l'homme.

« J'ai entendu parler à ce sujet, mentionne M. Gini, de certaines comparaisons intéressantes sur le rendement de métiers de tissage identiques utilisés par une maison qui a des établissements administrés de la même façon aux U.S.A. et dans l'Inde. »

M. Gini ajoute qu'en ce qui concerne l'efficacité du travail à parité d'intensité, les différences constatées sont plus importantes pour les travailleurs spécialisés que pour les non-spécialisés, mais toutefois que pour ces derniers elles ne sont aucunement négligeables.

Ainsi le rendement d'une heure de travail est plus élevé pour une population plus intelligente, plus disciplinée et plus riche.

La IV^e Conférence des Statisticiens du Travail a signalé par ailleurs aux gouvernements représentés à Genève certaines difficultés susceptibles de compliquer l'établissement de bonnes comparaisons internationales des salaires.

C'est ainsi que les statistiques des salaires sont établies selon les pays sur des bases différentes. Pour les salaires horaires notamment on s'appuie dans certains pays sur les taux des salaires c'est-à-dire sur les salaires de base, les minima. Ailleurs les éléments d'appréciation connus sont les salaires courants, représentant une moyenne approximative des salaires ordinairement payés dans une région aux travailleurs d'une profession déterminée. Dans d'autres pays enfin on connaît d'après les livres de paye les salaires effectifs réellement payés aux ouvriers pour chaque heure de travail. Il est évidemment du plus grand intérêt de ne pas utiliser dans une même comparaison des données établies sur des bases différentes.

La détermination des salaires aux pièces soulève un problème d'un ordre particulier. De nombreuses conventions exigent en effet qu'ils soient fixés de manière à fournir à un travailleur ordinaire un salaire supérieur d'une certaine quotité, 20 % par exemple, au taux de rémunération au temps proprement dit. Mais il arrive que tantôt cette rémunération est garantie et que tantôt elle ne l'est pas. D'où la nécessité de préciser cet élément.

Une autre difficulté d'un caractère général a été mise en lumière par la Conférence. Elle tient à la différence d'intensité et de durée du travail selon les pays. Doit-on déterminer les salaires réels correspondant à une durée uniforme : heure ou semaine-type de 48 heures, ou bien comme le recommande M. Gini, se baser non sur le salaire horaire mais sur le salaire journalier ou le salaire hebdomadaire effectif.

Si l'on n'a pas strictement pour objet la comparaison de salaires réels, correspondant à la même durée de travail, il est préférable de prendre en considération le salaire effectif hebdomadaire. C'est en effet ce salaire qui détermine le niveau d'existence que peuvent s'assurer les ouvriers, compte tenu du coût de la vie dans chaque pays. Ainsi que le signale M. Van Zanten dans un commentaire sur les statistiques des salaires aux Pays-Bas, contrairement au patron qui a intérêt à connaître ce que son personnel lui coûte par heure, l'ouvrier se préoccupe essentiellement de son gain hebdomadaire. L'unité de travail la plus intéressante pour apprécier le niveau de vie du travailleur est donc bien la semaine normale sans short time, ni heures supplémentaires.

II. — EXPOSE DES METHODES PERMETTANT D'APPRECIER LES VARIATIONS DU COUT DE LA VIE

Les nombres-indices du coût de la vie établis d'après une liste d'objets de consommation bien définis en qualité et en quantité, ont pour but de montrer les variations du pouvoir d'achat de la monnaie.

Fréquemment utilisés pour adapter les salaires nominaux au coût de la vie d'après le système de l'échelle mobile, ils peuvent servir également à calculer les variations des salaires réels, puisqu'ils permettent de suivre les variations que le mouvement des prix détermine dans le montant de la dépense d'une famille ouvrière.

L'indice du coût de la vie ne prétend d'ailleurs pas révéler les variations du genre de vie lui-même. Mais si d'une période à l'autre la répartition des dépenses peut se modifier d'une manière appréciable, en raison même des changements de prix, il est préférable toutefois que le genre de vie considéré n'ait pas été choisi de façon trop arbitraire. L'une des difficultés que présente une étude des variations du coût de la vie est donc de satisfaire à deux conditions opposées : que le genre de vie corresponde approximativement aux habitudes de ménages véritables pris comme sujets

d'étude et qu'il ne se modifie pas, tout au moins pendant une période assez longue.

L'impossibilité d'employer des coefficients fixes lorsque le niveau de vie a changé pendant la période étudiée, s'est manifestée nettement dans plusieurs pays qui calculent leurs nombres-indices d'après un budget de consommation d'après-guerre et qui comparent les prix antérieurs à la guerre et ceux postérieurs à la guerre des articles figurant dans ce budget. Si le budget normal d'avant-guerre diffère considérablement de celui d'après-guerre, les nombres-indices donnent en effet une comparaison très inexacte des deux périodes considérées. Ainsi en Allemagne et en Autriche certains articles de consommation courante avant la guerre ont complètement disparu des budgets d'après-guerre ou ne s'y retrouvent par suite de l'augmentation de leurs prix qu'en quantités beaucoup plus faibles. En outre la qualité des articles de même désignation a souvent diminué.

Par ailleurs il est hors de doute, comme l'a dit M. Huber, que dans les comparaisons internationales l'invariabilité du budget-type est en complet désaccord avec les faits. On ne peut considérer comme négligeables les différences qui existent entre les conditions de vie des ouvriers dans les divers pays. De fait les tentatives effectuées pour assurer une base fixe au budget-type, tout en lui laissant assez de souplesse pour s'adapter à des habitudes d'existence différentes, n'ont pas abouti jusqu'à présent à des résultats universellement acceptés.

En pratique, trois méthodes ont été employées pour

déterminer la liste des articles devant entrer dans le calcul du coût de la vie et pour évaluer l'importance qu'il convient d'assigner à chacun d'eux. Ce sont les méthodes du budget-type, du budget théorique et des dépenses totales.

Dans la méthode du *budget-type* on recherche les sommes effectivement dépensées pour divers articles par un certain nombre de familles ouvrières pendant une période suffisamment longue et partant de cette base on calcule la consommation moyenne de la famille prise comme type. Il n'est d'ailleurs pas nécessaire de prendre un budget très complet. Selon que les habitudes de consommation présentent des différences plus ou moins considérables, le nombre des familles sur lesquelles l'enquête doit porter, est plus ou moins élevé. Il est notoire que la consommation peut être relativement uniforme dans les villes tout en différant beaucoup de la consommation rurale. Dès lors le problème se pose de savoir s'il convient de se fonder sur les seuls budgets de famille des populations urbaines ou sur ceux des populations urbaines et rurales.

La méthode du *budget théorique* consiste à déterminer l'importance relative des articles de consommation en tenant compte de leur valeur nutritive ainsi que des quantités minima nécessaires à la vie. Ses promoteurs s'appuient en partie sur les résultats d'études médicales, en partie sur l'examen détaillé de la consommation d'un certain nombre d'individus. Les données réunies permettent de déterminer les besoins alimentaires d'une famille ouvrière moyenne.

Cette méthode n'est utile que pour apprécier la nature et la quantité des produits alimentaires. De plus il est difficile de définir le minimum nécessaire à l'existence. La diversité des besoins physiologiques tenant à la race et au climat est en effet tellement grande que les écarts entre les minima reconnus admissibles sont aussi considérables qu'entre les régimes habituels, définis par les enquêtes directes.

De cette méthode se rapproche celle qui consiste à établir, au moyen de recherches physiologiques, le nombre total de calories nécessaire à l'entretien vital des membres de la famille-type. L'enquêteur a dans ce cas la possibilité de faire varier la nature et le poids des aliments conformément aux diverses habitudes de consommation en s'efforçant seulement d'obtenir toujours le même nombre total de calories.

A cette dernière méthode, M. Gini fait les judicieuses objections suivantes. En premier lieu, convenant seulement pour les denrées alimentaires, elle n'est même pas applicable à tous les aliments, nous citerons notamment le thé et le café qui n'ont pas de pouvoir calorique. En second lieu le nombre des calories, indice important du pouvoir alimentaire, n'est pas le seul à prendre en considération. C'est ainsi qu'il importe de ne pas négliger la quantité et la nature des vitamines que contiennent les aliments. Enfin des budgets alimentaires égaux en pouvoir calorique peuvent correspondre à des niveaux de vie très différents et ces différences sont beaucoup plus importantes que celles qui peuvent provenir du choix d'un budget-type ou d'un autre. On voit qu'il s'agit là d'apprécier dans

quelle mesure des besoins différents pourraient être satisfaits par des moyens qui seraient également différents. Il ne paraît guère possible de trouver un critérium uniforme du degré de satisfaction de ces besoins.

Par la méthode des *dépenses totales* on calcule des nombres indices pondérés selon la consommation totale des divers articles. A cet effet, il est procédé de la façon suivante. Une liste d'articles est établie, on calcule les quantités consommées en additionnant la production indigène et les importations et en retranchant les exportations. La quantité déterminée pour une année est présumée demeurer stable les autres années. Pour chaque année ou autre période choisie, la quantité de chaque article est multipliée par le prix courant de l'unité, ce qui permet de connaître la dépense totale du pays pour cet article. Les sommes dépensées pour tous les articles de la liste sont comparées à la dépense totale pour d'autres périodes.

Cette méthode, qui, à supposer que les statistiques utilisées soient exactes, peut donner des résultats très satisfaisants pour la population d'un pays considéré dans son ensemble, ne permet pas nécessairement de connaître d'une manière suffisante les variations du coût de la vie de la classe ouvrière.

Les statistiques destinées à faire connaître les variations du coût de la vie dans les divers pays diffèrent à la fois par leur étendue et par leur précision.

Au *Canada* où l'on calcule trois indices du coût de la vie, l'un des services compétents procède par simple évaluation, tandis que l'autre part de la consom-

mation moyenne par tête pour tout le pays. Le poids ou l'importance relative des denrées alimentaires considérées est fixé d'après le chiffre global de la consommation nationale pour chacun d'eux. On calcule chaque année le coût actuel du genre de vie, déterminé d'après cette méthode en 1926.

En *France*, l'exactitude des enquêtes effectuées avant la guerre qui ne portaient que sur un trop petit nombre d'ouvriers, apparaît très discutable. L'institution d'une Commission centrale d'études avec commissions régionales et locales a permis de déterminer des budgets types très variables selon les régions.

En *Allemagne*, l'indice du coût de la vie a été calculé pour les années 1925-26-27 et 28 sur les données d'une enquête par budget de famille effectuée en 1907. A la suite d'une nouvelle enquête à laquelle il a été procédé en 1927-28, on a modifié les coefficients des différentes denrées alimentaires servant à l'établissement du coût de la vie.

En *Italie*, l'indice national est calculé depuis 1927 à l'aide des indices régionaux pour 50 villes. Les indices qui sont fixés d'après une estimation de la consommation hebdomadaire d'une famille ouvrière comprenant deux adultes et trois enfants de moins de 10 ans, sont forcément quelque peu arbitraires.

En *Angleterre* les coefficients utilisés pour calculer l'indice de la nourriture correspondent à la dépense moyenne de 1904, déterminée par une enquête d'une durée d'une semaine seulement sur les budgets ouvriers.

Aux *U.S.A.* des deux principaux indices l'un a été établi d'après une enquête par budgets de ménage faite en 1907, le second d'après une enquête de 1901-1903.

III. — METHODES DE COMPARAISON DES SALAIRES REELS

Ayant précisé les éléments qui concourent à la détermination du salaire réel, il importe d'indiquer comment les statistiques des salaires nominaux et celles du coût de la vie peuvent être combinées pour obtenir le montant de ce salaire réel, élément de base qui permet d'apprécier dans une certaine mesure le niveau de vie des populations ouvrières et de comparer les niveaux de vie entre eux. Le plus souvent le calcul du salaire réel résulte d'un simple rapport d'indices. Il est possible également d'exprimer le salaire réel en unités de dépenses. On cherche alors combien le salaire nominal représente d'unités de dépenses. Le nombre obtenu mesure le salaire réel. Cette méthode nécessite l'établissement de budgets-types spéciaux.

Il va sans dire que de même que pour la comparaison du coût de la vie dans les différents pays, l'invariabilité du budget-type est ici en complet désaccord avec les faits.

La grosse difficulté que présente une comparaison des salaires réels résulte en effet de la différence des habitudes de consommation et de vie dans les divers pays. Tout d'abord on se trouve contraint de renoncer à comprendre, dans l'établissement du budget-type, certains éléments importants des budgets ou-

vriers, tels que le vêtement et le logement, pour lesquels il n'existe pas de points de comparaison suffisants.

A ce sujet, M. Simiand a fait plaisamment remarquer qu'une comparaison aussi étendue revenait dans une étude sur ce que coûtent les animaux de trait à calculer ce que coûterait en Laponie un éléphant de l'Inde, s'il vivait en Laponie comme un éléphant vit dans l'Inde ou ce que coûterait dans l'Inde un renne, s'il vivait dans l'Inde comme un renne vit en Laponie.

Sur la proportion par rapport à la dépense totale des dépenses partielles, la comparaison des pouvoirs d'achat des salaires n'apprend rien. Or les besoins qui déterminent ces dépenses, varient suivant l'importance numérique des familles ouvrières considérées, l'âge des individus, le montant du revenu. Les besoins alimentaires en particulier diffèrent selon les races et les climats.

A l'établissement d'un budget-type unique, M. Gini a fait les objections suivantes, correspondant aux différences de race et de climat des peuples et des pays considérés :

Les races de taille élevée ont des besoins alimentaires supérieurs, puisque les calories nécessaires à l'organisme vivant varient, à parité d'autres circonstances, proportionnellement à sa surface.

Le climat froid détermine également des besoins alimentaires supérieurs. Le pouvoir alimentaire relatif d'une denrée déterminée est donc plus grande dans un pays chaud que dans un pays froid. Il en résulte que si deux travailleurs détiennent une capacité

d'achat identique pour une même denrée, cette capacité d'achat est relativement plus élevée dans le pays chaud que dans le pays froid. A noter que l'intensité du travail étant en général moindre dans les pays chauds, les deux causes de perturbation — intensité du travail et importance des besoins — se cumulent. Très souvent d'ailleurs la perturbation résultant de la taille agit dans le même sens.

En définitive si l'on trouve que la quantité et la qualité des denrées alimentaires que deux travailleurs peuvent acquérir pour une heure de travail, sont les mêmes dans différents pays, on n'est pas autorisé à conclure que leur rémunération est identique. De plus M. Gini fait remarquer qu'à parité de climat et de taille, certaines populations consomment beaucoup moins que d'autres. On connaît la sobriété des peuples asiatiques. Enfin, dans chaque pays le niveau des dépenses de chaque classe sociale est fixé par l'opinion suivant des critères propres à ce pays. Si les ouvriers européens qui émigrent en Amérique ne deviennent pas immédiatement aussi exigeants que les travailleurs nés aux U. S. A., c'est qu'ils restent d'abord quelque temps en contact avec de petits groupes où se rassemblent des hommes de même nationalité qu'eux et qu'ils continuent à subir leur influence.

Aussi bien, pour ne pas trop s'éloigner de la réalité, faut-il admettre des budgets-types différents, adaptés aux véritables conditions d'existence des diverses catégories de travailleurs. Mais d'autre part, les comparaisons pour être exactes, exigent une base uniforme,

le choix d'une même unité de dépense. Cette double nécessité soulève une contradiction de principe, qu'il paraît impossible d'éluder entièrement.

Par ailleurs, la comparaison des salaires réels suppose connus les besoins essentiels de l'ouvrier dans chaque pays et la mesure dans laquelle le salaire qu'il reçoit lui permet de satisfaire à ses besoins. Or, s'il est déjà très difficile de déterminer les besoins essentiels des ouvriers, il est sans doute impossible de trouver un critérium de leur degré de satisfaction.

Une solution approchée consiste à prendre pour base un budget type bien adapté aux conditions d'existence dans l'un des pays. On cherche alors dans quelle mesure un ouvrier, français par exemple, pourrait s'assurer la consommation de son budget-type, à l'aide des salaires qu'il recevrait et en payant les prix pratiqués dans chacun des pays observés. Cette hypothèse est admissible, bien qu'en réalité il est sans doute difficile à un ouvrier changeant de pays, de conserver exactement le même genre de vie et les mêmes consommations.

En tout état de cause, les résultats dépendent évidemment du budget-type choisi ; les calculs refaits en prenant pour base un autre budget donnent des résultats très différents. Il est donc préférable de procéder à une double mesure.

D'une part on compare le pouvoir d'achat conféré à un ouvrier français par le salaire qu'il touche dans son pays, selon qu'il effectue les achats conformes à ses habitudes nationales, aux prix pratiqués en France ou aux prix pratiqués en Angleterre. D'autre part

on évalue comparativement le pouvoir d'achat provenant du salaire touché en Angleterre pour l'ouvrier anglais qui achèterait soit aux prix français, soit aux prix anglais les denrées qui constituent son régime alimentaire normal.

M. Gini déclare que si, dans la comparaison entre deux pays, il a été pris successivement pour base le budget type d'un de ces pays, puis le budget type de l'autre et qu'on est arrivé à des résultats voisins, le problème peut être en pratique considéré comme résolu d'une façon pleinement satisfaisante. Si les résultats diffèrent relativement peu, leur moyenne géométrique représente une bonne solution. Si au contraire les résultats de la double comparaison diffèrent beaucoup et dénotent même des mouvements opposés, on doit être d'accord pour conclure avec M. Bowley, que la méthode dans ce cas n'est pas applicable. Il convient de faire remarquer que les écarts constatés quand on passe d'un budget-type à un autre budget type, correspondent non seulement à des différences dans la contexture de ces budgets, mais encore aux écarts de prix d'un budget à l'autre pour une même denrée.

D'une manière générale, fait remarquer M. Huber, les différences de prix tenant aux articles dont les quantités consommées et les valeurs relatives diffèrent beaucoup d'un pays à l'autre, ont pour conséquence de faire paraître les niveaux de prix plus élevés et les salaires réels plus faibles dans les pays où les habitudes de consommation s'écartent le plus du budget type servant de base aux calculs.

En raison des difficultés d'application qu'elle comportait, il a été proposé de substituer à la méthode indiquée ci-dessus une autre méthode consistant à prendre pour base un certain niveau de valeur nutritive, à déterminer quelles sont dans chaque pays les quantités de denrées nécessaires pour assurer ce niveau de valeur nutritive aux habitants, en tenant compte des habitudes nationales. On compare ensuite les salaires pratiqués dans les divers pays en évaluant le pouvoir d'achat des salaires dans chaque pays, par rapport à la consommation-type qui a été déterminée pour ce pays.

Toutefois, comme nous l'avons fait remarquer en examinant les méthodes propres à évaluer le coût de la vie, un même niveau de valeur nutritive peut s'obtenir soit en utilisant un nombre restreint d'articles, comme le pain, les pommes de terre et les viandes de qualité inférieure, soit en utilisant un nombre plus élevé d'articles de qualité supérieure. Il ne sera donc pas impossible que l'on obtienne deux groupes d'aliments ayant une valeur nutritive identique mais représentant des niveaux de vie différents, ce qui est inadmissible, lorsqu'on s'est donné pour tâche d'effectuer une comparaison internationale des niveaux de vie ouvriers. Aussi bien, cette conclusion ressort-elle en dernière analyse des travaux de la deuxième Conférence internationale des Statisticiens du Travail, réunie à Genève le 20 avril 1925. Pour une évaluation des salaires réels dans différents pays, la condition essentielle est bien l'adoption d'un étalon ou de séries d'étalons uniformes représentant un niveau de vie identique.

A supposer que fussent déterminés les budgets-types utilisés dans les enquêtes, il resterait à exposer les méthodes qui permettent d'obtenir le rapport des salaires réels.

En premier lieu, les chiffres des salaires et des prix peuvent être convertis au cours du change en une mesure commune et faire l'objet de comparaisons indépendantes.

Si les salaires en vigueur dans deux pays sont dans un rapport de 100 à 60, tandis que les prix sont dans un rapport de 100 à 110, le rapport entre les salaires réels est exprimé par le chiffre suivant :

$$\frac{60 \times 100}{110} : 100 = 0,545$$

Un autre procédé permet de connaître les rapports des salaires, en faisant abstraction du cours des changes.

On calcule le nombre d'heures de travail que l'ouvrier doit fournir pour gagner de quoi acheter l'ensemble des denrées qui constituent le budget-type choisi.

Si cet ensemble de denrées coûte 30 sh. en Angleterre et 1.500 m. en Allemagne et si d'autre part le salaire horaire s'élève à 18 pence en Angleterre, alors qu'il est de 40 m. en Allemagne, c'est donc que l'ouvrier doit travailler 20 heures en Angleterre et 37 h. 1/2 en Allemagne pour obtenir le même degré de satisfaction.

Dans ces conditions le rapport des salaires des ouvriers anglais et allemands est dans la proportion de 100 à 53.

Une troisième méthode de comparaison des salaires, particulièrement susceptible d'être employée dans les périodes où l'on ignore le détail des prix a été mise en pratique au cours de l'année 1923 par le ministère britannique du Travail. On en trouvera un exposé détaillé dans la deuxième partie de cette étude.

IV. — LES METHODES D'ETABLISSEMENT DES BUDGETS TYPES

Les budgets-types pris en considération pour le calcul des salaires réels peuvent être déterminés de diverses manières. Ils peuvent tout d'abord résulter des observations que les intéressés eux-mêmes auront faites sur la nature et l'importance de leurs dépenses.

Si les comptes sont tenus spontanément, il est vraisemblable qu'ils sont sincères. Par ailleurs, on n'a pas à redouter que la tenue temporaire d'un compte de recettes et de dépenses ne provoque une modification dans les habitudes de la famille choisie comme type.

Au contraire, les budgets établis à la demande de l'enquêteur n'expriment le plus souvent que des données artificielles, l'ouvrier devant faire un effort assez contraire à ses habitudes pour tenir des comptes. De là sans doute un avantage, l'enquête ne portera pas seulement sur des familles particulièrement prévoyantes et qui ne pourraient à bon droit être considérées comme typiques, mais de là aussi de grandes difficultés pour l'enquêteur : défaut d'habitude, négligence, méfiance et mauvaise volonté, désir de dissimuler sa situation véritable. En fait l'expérience montre qu'il n'est possible d'obtenir des budgets valables que d'ouvriers très sérieux.

Dans la plupart des cas il est remis aux personnes qui font l'objet de l'enquête, des formulaires où figurent diverses cases qu'elles ont pour tâche de remplir. Lors de certaines enquêtes on a même laissé aux intéressés le soin de présenter la liste de leurs dépenses et de leurs recettes dans l'ordre qui leur convenait.

Les enquêteurs ont avantage à disposer de termes de comparaison. Pour la dépense tenant à la nourriture, il est commode d'obtenir une double inscription journalière, l'une concernant les menus, l'autre les achats d'aliments et de les comparer. Par ailleurs on constate que certains achats sont effectués à intervalles réguliers, ce qui permet de contrôler à l'aide des achats d'une période ceux d'une autre période. Pour les vêtements et le mobilier il est utile, à l'instar de Le Play, d'en faire un inventaire complet au début et à la fin de l'enquête. Il est d'ailleurs certain que les dépenses correspondant à l'achat de vêtements se produisent elles-mêmes périodiquement (changements de saison, fêtes locales).

Abstraction faite des dépenses de logement et d'impôts, qui sont indiquées par les intéressés sans risque d'erreur, la tenue des comptes peut comporter de nombreuses omissions. L'enquêteur s'aperçoit de ces omissions s'il a pris soin au début de l'enquête de noter le montant de l'encaisse et aussi les dettes et les créances du ménage dont il étudie le budget. Par le rapprochement de la situation comptable des intéressés dressée au début et au terme de l'enquête et du relevé des revenus et dépenses pour la période choisie, il lui sera possible de découvrir les erreurs qui auraient été commises.

Selon que l'enquête a une durée plus ou moins longue, les résultats obtenus présentent un intérêt inégal.

Les livres de comptes qui se rapportent à plusieurs années permettent de déterminer l'influence de l'âge des divers membres de la famille sur le montant et la nature des dépenses. Ils permettent aussi d'apprécier les répercussions de l'évolution économique sur le budget ouvrier. En fait les budgets annuels sont beaucoup plus nombreux.

Lorsqu'il n'est pas possible de se procurer des comptes annuels, on doit s'efforcer d'obtenir pour le plus grand nombre possible de familles des comptes portant soit sur quatre périodes d'une durée minimum d'une semaine choisies à raison d'une par trimestre, soit sur deux périodes de deux semaines au moins choisies en des saisons différentes. Comme l'a reconnu la troisième Conférence des Statisticiens du Travail, réunie à Genève en 1926, ces relevés fournissent des données suffisantes pour les dépenses qui se renouvellent chaque jour.

On peut citer à cet égard l'enquête effectuée en 1902 par M. Rowntree, portant sur 10 familles de la ville d'York pendant une à trois semaines. M. Rowntree s'était donné pour tâche d'étudier les conditions d'existence de familles très pauvres dont le revenu total ne suffisait pas à leur entretien.

S'étant limité à un problème relativement simple : à savoir le rapport entre la quantité d'aliments consommés par un certain nombre de familles et celle qui aurait été nécessaire pour leur assurer un niveau de vie normal, l'enquêteur a obtenu des résultats intéressants.

Parfois on a tenté de donner une portée plus grande aux budgets tenus seulement pendant quelques semaines, soit qu'ils aient servi à illustrer une enquête conduite selon la méthode monographique, soit qu'ils aient été utilisés pour déterminer d'une manière un peu superficielle, la situation et les dépenses des travailleurs d'une région.

C'est ainsi qu'Engel, en ne se limitant pas à l'étude de la dépense-nourriture, a étudié en Belgique au cours du mois d'avril 1891 les conditions de vie d'un grand nombre de familles.

La troisième Conférence des Statisticiens du Travail a formulé en ce qui concerne l'établissement des budgets ouvriers un certain nombre de recommandations :

Les comptes doivent indiquer la région où demeure la famille, la nature d'industrie et la profession auxquelles appartiennent ceux de ses membres qui exercent une activité rémunérée. Ils doivent mentionner de façon précise la composition de la famille avec l'indication du sexe de chaque membre et l'âge des membres autres que les adultes. Des détails suffisamment précis doivent être fournis sur la nature du logement.

Une documentation succincte doit être établie pour chaque article important de revenu et de dépense. A noter que l'expression revenu doit être entendu dans son sens le plus large. Elle comprend à la fois les gains en espèces et en nature, les sommes perçues de pensionnaires et de locataires, les prestations des caisses d'assurance, les pensions de retraite, les place-

ments, les cadeaux ainsi que les revenus provenant de la mise en valeur de lopins de terre. Pour les articles de dépense, la quantité achetée doit être indiquée toutes les fois que cela est possible en regard des sommes dépensées.

Des renseignements doivent être fournis le cas échéant sur la part que les pensionnaires, les locataires et les domestiques prennent à la consommation de la famille. Enfin dans le calcul des dépenses, le coût de l'entretien des domestiques doit être ajouté à leur salaire.

Lors de l'utilisation des résultats d'une enquête, si le nombre des budgets réunis est suffisant, des moyennes devraient être établies séparément pour les principales régions et industries. Les budgets des familles de travailleurs manuels et de travailleurs non manuels devraient être indiqués à part.

La résolution adoptée par la Conférence des Statisticiens du Travail mentionne en outre, que :

« A côté des moyennes par famille, des chiffres
« exprimés en terme de quelque unité plus précise
« de consommation devraient être donnés. Pour con-
« vertir les chiffres obtenus par des familles de gran-
« deur différente en termes d'une unité commune, il
« conviendrait dans le cas où l'on dispose d'échelles
« appropriées, montrant la consommation relative de
« personnes d'âge et de sexe différents, d'appliquer
« une échelle aux produits alimentaires et une autre
« aux autres articles ».

« Les résultats présentés sous formes de tableaux
« devraient montrer le revenu moyen provenant de

« différentes sources ainsi que la quantité et la dépen-
« se pour chacun des principaux articles consommés.
« Des renseignements distincts devraient être donnés
« pour chaque article de revenu et de dépense qui
« représente en moyenne au moins 1 % du total du
« revenu ou de la dépense. D'autres articles présen-
« tant de l'intérêt pourraient être indiqués séparé-
« ment. Les articles de dépense devraient être répar-
« tis entre les groupes ci-après : nourriture, vêtement,
« logement, combustible, éclairage, ameublement et
« installations, divers. Il conviendrait que les dépenses
« relatives aux impôts directs fussent indiquées
« séparément. Il est aussi désirable de déterminer
« la valeur nutritive des principaux articles alimen-
« taires ainsi que le coût de mille calories pour
« chaque article. »

Quelque intérêt que présente la tenue des comptes par les intéressés eux-mêmes, le plus grand nombre des budgets ouvriers établis pour le calcul des salaires réels ou plus simplement pour l'étude du coût de la vie dans un pays ont été déterminés sans tenue à jour de livres de ménage. Suivant la distinction de M. Halbwachs, les budgets sont établis alors par approximation ou par questionnaire.

L'avantage essentiel de la méthode approximative est sa rapidité. Il est aisé de demander aux ouvriers eux-mêmes ou à toute personne que son activité met en rapport avec la classe ouvrière ce qu'un travailleur dépense en moyenne pendant une période déterminée pour sa nourriture et ses autres besoins.

Villermé, dans son enquête sur l'état physique et

moral des ouvriers employés en 1840 dans les manufactures de coton, de laine et de soie, a procédé le plus souvent de cette manière. Il renonçait à apprécier exactement les dépenses d'une famille ouvrière pour se contenter d'un ordre de grandeur. Il recourait en réalité à une série de forfaits. Une moyenne obtenue d'après un grand nombre de budgets effectivement dressés ne se serait peut-être guère éloignée des résultats atteints par lui, mais on ne peut en être assuré. Aussi bien peut-on se demander, comme l'a fait M. Halbwachs, quelle est la signification des diverses moyennes recueillies par Villermé. Sans dénier tout intérêt aux données qu'il a utilisées, on peut penser que ce n'est que par leur précision que les budgets de famille sont instructifs.

De ces approximations que Villermé lui-même considérait comme de simples évaluations, se rapprochent, à bien des égards, les budgets établis par questionnaires. Toutefois ils s'en distinguent par le nombre beaucoup plus grand des cas semblables observés et par l'uniformité du cadre ou du formulaire adopté pour chaque enquête. Leurs auteurs se sont efforcés, en multipliant les observations, de donner à leurs travaux un caractère de statistique.

Un des inconvénients de cette méthode est que les enquêteurs, préoccupés d'obtenir de nombreux chiffres qui puissent se disposer en tableaux, négligent des éléments cependant essentiels : savoir la description de la famille, du logement, l'inventaire et même le détail des dépenses diverses autres que les quatre ou cinq plus importantes.

M. Halbwachs distingue selon les pays où elles ont été effectuées, trois types d'enquêtes par questionnaires.

Des enquêtes allemandes la plus importante a été réalisée en 1903, à la suite, dit-on, de l'échec d'une enquête par livrets de famille. Parmi les 1.115 questionnaires préparés, 908 ont été remplis par des ouvriers, des artisans et quelques employés. L'un des principaux organisateurs, Hirschberg, reconnaît que pour une large part, malgré les demandes de renseignements complémentaires et les corrections, les travaux ont un caractère d'estimation. Mais, il déclare qu'une fois élaborées et classées, les données recueillies acquièrent une valeur très grande.

Outre les défauts que présentent toutes les enquêtes effectuées par questionnaires, l'étude réalisée en 1903 comporte de nombreuses lacunes. Il n'y figure pas de questions se rapportant aux emprunts, à l'épargne, aux revenus qui proviennent de pensionnaires ou de sous-locataires, aux produits ou avantages en nature, aux cadeaux. De plus les questionnaires remplis par les personnes enquêtées ne fournissent que des indications trop incertaines. Les enquêteurs ne se sont pas préoccupés de contrôler les assertions des intéressés au moyen de recoupements et de comparaisons. Dans ces conditions, s'il n'y a pas lieu d'attacher trop d'importance aux lacunes observées, c'est que les comptes sont eux-mêmes des approximations trop vagues.

Les enquêtes américaines ont pour caractéristique de s'étendre à un nombre très grand de ménages. En particulier, l'enquête de 1901-1902 porte sur 25.440

familles choisies dans les principaux centres industriels et réparties dans les divers Etats suivant l'importance de la population ouvrière. Elle fut effectuée sur une durée d'une année et selon des modalités particulièrement rigoureuses. Les données ont été recueillies par des agents spéciaux et expérimentés du Bureau des Statistiques qui, après avoir procédé à une étude approfondie des prix de détail pratiqués à cette époque, se sont livrés à une enquête personnelle auprès des divers membres des familles prises en considération. On constate cependant que de nombreuses indications ont été données de mémoire et que la presque totalité des renseignements n'ont pu être obtenus que pour une partie des familles.

Les enquêtes privées américaines, bien que moins importantes, appliquent la même méthode extensive et surpassent par le nombre des ménages considérés les enquêtes privées des autres pays.

M. Halbwachs se réfère à l'enquête dirigée en 1907 par Louise Bolard More, enquête qui avait pour objet de déterminer les dépenses de 200 ménages. Mme Bolard More a relaté que « lorsque des comptes
« n'étaient pas tenus pour l'année entière, les dépenses de catégories diverses n'étaient naturellement
« que des évaluations, mais que dans chaque cas une
« connaissance du revenu total de la famille et de son
« niveau de vie, les habitudes de dépense de la femme, des prix courants des denrées avaient servi à
« suppléer et à confirmer les indications de la ménagère. »

Quelles que soient les réserves qu'on est en droit

de formuler sur la valeur de la méthode par questionnaire, l'enquête de Mme Bolard More n'est pas sans offrir d'appréciables garanties. Cela d'autant plus que les enquêteurs ont écarté systématiquement les cas où la ménagère paraissait manquer d'ordre, de conscience ou d'intelligence. Aussi bien Mme Bolard More reconnaît-elle que les familles observées sont en général supérieures à la moyenne.

Des statistiques allemandes et américaines, la statistique officielle anglaise diffère par la durée de la période prise en considération qui est en général d'une semaine. La grande enquête entreprise en 1908 par le Board of Trade en Angleterre, en Allemagne et en France ne fournit que des résultats bien contestables. Sans doute, les très nombreux questionnaires remplis par le truchement des syndicats et associations ouvrières apportent-ils des renseignements intéressants sur les salaires, le montant des loyers, les prix de détail, mais nombre de budgets ont été recueillis de façon si expéditive et la période considérée est si brève qu'il n'est possible de dégager de l'étude entreprise que des conclusions générales et vagues.

V. — CORRECTIONS QU'IL CONVIENT D'APPORTER AU SALAIRE REEL POUR APPRECIER LE NIVEAU DE VIE OUVRIER.

Nous avons déjà indiqué que le salaire réel ne pouvait être regardé que comme un élément de base servant à donner une idée approchée du niveau de vie. Pour apprécier les conditions d'existence véritables d'un travailleur, il convient de corriger la donnée qui résulte de la connaissance de son salaire, par la prise en considération de nombreux éléments susceptibles de modifier l'importance véritable de ses ressources et de ses dépenses.

S'agissant de ressources, la question s'est posée de savoir si on devait se baser sur le taux des salaires ou sur le gain effectif. On a fait remarquer et nous l'avons mentionné au début de cette étude, que les niveaux de vie dépendent essentiellement des gains effectifs. Ce qui intéresse l'ouvrier, c'est son gain réel hebdomadaire. Pour la comparaison des niveaux de vie de deux catégories de travailleurs, la condition que leurs gains correspondent à la même quantité de travail est secondaire.

Par ailleurs, il n'est pas douteux que ce sont les ressources totales des familles ouvrières et non celles des individus in abstracto qui devraient être prises en

considération. Au salaire du chef de famille il conviendrait d'ajouter les gains des femmes, des enfants, des ascendants, sans négliger les ressources accessoires telles que les avantages en nature et le logement. Toutefois, comme l'a fait remarquer M. Gini, la contribution des membres de la famille au revenu familial est essentiellement variable d'un pays à l'autre et dans un même pays, de la ville à la campagne, d'une région à une région voisine. C'est pour cette raison que la quatrième Conférence des Statisticiens du Travail a déclaré que le manque d'informations concernant les gains familiaux était tel qu'il semblait impossible de prendre ce facteur en considération. La Conférence a formulé le même avis sur les paiements en nature et les congés payés. Elle a admis cependant qu'il y avait lieu de tenir compte, le cas échéant, des allocations familiales.

En fait, si nous examinons le concours pécuniaire que les différents membres d'une famille sont susceptibles de lui apporter, nous nous apercevons tout d'abord que le gain de la femme est en raison inverse du nombre de ses enfants, du degré d'éducation qu'elle peut leur donner elle-même, des soins particuliers qu'exige la tenue de la maison. Il convient de faire remarquer que l'importance de la tâche que doit assumer la ménagère, varie beaucoup avec le climat. Par ailleurs, si la femme travaille en dehors de son foyer, on ne doit pas oublier qu'elle est contrainte de renoncer à certains travaux ménagers, tels que le blanchissage et le raccommodage. Les dépenses correspondantes viennent augmenter les charges du ménage.

La possibilité pour les enfants d'apporter un salaire d'appoint dépend de multiples facteurs : de la facilité de trouver un emploi, des règlements sur l'obligation de l'enseignement primaire, de la législation du travail, des nécessités de l'apprentissage. M. Gini fait remarquer à juste titre que c'est dans le cas où le revenu complémentaire est le moindre que les dépenses nécessitées par leur instruction sont les plus élevées. Cette circonstance revêt toute sa portée lorsque l'on compare les conditions d'existence de travailleurs habitant des pays dont l'évolution générale atteint des stades très différents.

Les gains des vieillards qui font partie de la famille diffèrent eux-mêmes de pays à pays et de région à région. Ils varient selon l'habitude que les hommes ont de se retirer plus ou moins tôt de la vie active, selon l'état de la législation concernant les pensions de vieillesse, selon le degré de prospérité de l'économie générale. A noter en effet qu'en période de crise, la rémunération offerte aux travailleurs âgés dont la capacité de travail paraît réduite, est en général peu attrayante.

Les circonstances qui rendent plus difficile la comparaison des dépenses familiales ne sont pas moins nombreuses que celles qui troublent l'uniformité de comparaison des ressources.

C'est ainsi qu'on ne doit pas négliger dans l'établissement d'un budget ouvrier la plus ou moins grande cherté des transports. Dans les grands centres industriels le budget du travailleur est souvent lourdement grevé par les frais que lui occasionnent ses déplacements.

ments. A ce propos, M. Gini fait observer que si les ouvriers américains possèdent souvent une voiture automobile, il serait très hasardeux d'en déduire que leur niveau de vie équivaut à celui des personnes qui sont propriétaires d'une automobile en Europe. On ne pourrait même pas en conclure, ajoute M. Gini, que leur vie est plus aisée que celle des ouvriers d'Europe qui vont à pied de leur maison à l'usine. Ils sont souvent obligés de faire stationner leur voiture à une distance de leur lieu de travail qui n'est pas négligeable et peut être parfois supérieure à celle que l'ouvrier européen doit faire à pied.

Par ailleurs, les climats rigoureux imposent aux individus une dépense plus élevée pour une nourriture plus riche en calories et pour des vêtements plus chauds. Ils rendent nécessaire une habitation plus confortable et mieux chauffée.

On ne saurait nier enfin que le montant des impôts et des autres charges, imposées par les Etats, provoque dans les budgets familiaux une gêne d'importance très variable. En particulier l'institution d'un régime d'assurances sociales est de nature à grever assez lourdement le budget des travailleurs. En regard de ces charges, il convient toutefois de mentionner les services correspondants dont bénéficient gratuitement les familles ouvrières, que ces services soient assurés par l'Etat ou par d'autres collectivités publiques. Citons l'enseignement primaire et secondaire, les secours de maladie, d'invalidité ou de vieillesse.

En définitive, on voit que le niveau de vie d'une population est caractérisé par un ensemble de faits

tellement complexes qu'il n'est pas possible de le définir par un nombre unique. C'est en raison de l'insuffisance de la méthode statistique que la méthode monographique a été créée et perfectionnée. De fait, en dehors de quelques cas très limités, la comparaison des niveaux de vie exige pour être significative l'analyse approfondie des mœurs et coutumes, la description complète des habitations, des modes vestimentaires, des habitudes alimentaires. Seules des monographies détaillées permettent d'aboutir à des résultats d'ensemble qui, pour être complexes, n'en sont pas moins beaucoup plus intéressants qu'un simple chiffre. C'est pour comparer le genre de vie des ouvriers européens puis des ouvriers des deux mondes que Le Play et son école ont entrepris et poursuivi leurs travaux.

VI. — EXPOSE SUCCINCT DE LA METHODE MONOGRAPHIQUE

Les budgets rattachés aux monographies de Le Play se distinguent par le soin avec lequel ils ont été dressés et par la richesse de leur documentation.

« La première condition pour décrire aussi bien
« que possible la famille que l'on a observée, déclare
« Ad. Focillon, un des disciples de Le Play, c'est
« d'avoir vécu à son foyer, d'y avoir entendu tour à
« tour ses divers membres retracer eux-mêmes leur
« rôle sous le toit commun. Il faut d'abord s'attirer la
« confiance de la famille que l'on étudie afin de pou-
« voir soumettre à un interrogatoire long, minutieux,
« précis et détaillé l'ouvrier et sa compagne. »

« Faire une monographie de famille selon la mé-
« thode de Le Play, écrivent MM. Gide et Rist, ce n'est
« pas seulement raconter son histoire, décrire son
« genre de vie et analyser ses moyens d'existence :
« c'est rassembler tous les actes de sa vie dans le ca-
« dre d'un budget en partie double, recettes et dépen-
« ses, dont tous les tiroirs sont numérotés et étiqué-
« tés d'avance de façon qu'ils soient tous rigoureuse-
« ment comparables. »

L'objet de la monographie, c'est l'examen approfondi d'un « sujet » choisi comme spécimen, que ce sujet soit un individu, une famille, un atelier, une commune,

une nation. Négligeant les cas particuliers, les exceptions, les anomalies, la monographie étudie les moyennes, ce qu'on peut appeler les types. Ces types, elle les découvre en utilisant les grandes statistiques synthétiques, fruits des enquêtes officielles. Grâce aux données que lui procure la statistique, l'observateur connaît d'avance la population qu'il veut étudier et choisit son type avec précision. A son tour il rend le service aux statisticiens de vérifier par une étude détaillée les résultats généraux de l'enquête.

La méthode monographique est caractérisée par deux traits essentiels : l'invariabilité de son cadre et l'importance donnée par elle au budget de dépenses et de recettes. L'invariabilité du cadre sert de guide et de rappel aux enquêteurs, elle les préserve du double danger de négliger des données importantes ou de s'arrêter à des détails superflus. Elle rend les monographies comparables entre elles.

Sans doute présente-t-elle une difficulté de réalisation manifeste. Il convient en effet de construire un cadre suffisamment élastique pour se prêter aux situations les plus variées. Ce travail nécessite une connaissance parfaite de la structure de la famille, il a demandé à Le Play vingt-cinq ans d'efforts.

Le second trait à relever, c'est le rôle du budget. Le Play a remarqué que les actes qui constituent la vie d'une famille, aboutissaient, en fin de compte à une recette ou à une dépense, de telle sorte qu'établir le budget d'une famille, c'est connaître son existence non seulement matérielle, mais morale.

Voici la contexture d'un budget de famille tel que l'a compris Le Play.

Tableau des recettes

SOURCES DES RECETTES

Section I

Propriétés possédées par la famille :

Art. 1^{er}. — Propriétés immobilières.

Art. 2. — Valeurs mobilières.

Art. 3. — Droit aux allocations des sociétés d'assurances mutuelles.

Section II

Subventions reçues par la famille :

Art. 1^{er}. — Propriétés reçues en usufruit.

Art. 2. — Droits d'usage sur les propriétés d'autrui.

Art. 3. — Allocations d'objets et de services.

Section III

Travaux exécutés par la famille.

Section IV

Industries entreprises par la famille.

RECETTES

Section I

Revenus des propriétés.

Art. 1^{er}. — Revenus des propriétés immobilières.

Art. 2. — Revenus des valeurs mobilières.

Art. 3. — Allocations des sociétés d'assurances mutuelles.

Section II

Produits des subventions :

Art. 1^{er}. — Produits des propriétés reçues en usufruit.

Art. 2. — Produits des droits d'usage.

Art. 3. — Objets et services alloués.

Section III

Salaires.

Section IV

Bénéfices des industries.

Au budget des recettes et des dépenses on a intérêt à inscrire dans des colonnes distinctes les éléments en nature et en argent. Cette distinction donne plus de précision au budget et le fait aboutir en sus de la balance générale à deux balances partielles composées d'éléments homogènes : l'une pour les dépenses et les

recettes en nature ; l'autre pour les dépenses et les recettes en argent. On suit ainsi beaucoup mieux la trace des transformations des divers articles du budget et leur corrélation réciproque.

Tableau des dépenses

SECTION I. — *Dépenses concernant la nourriture.*

Art 1^{er}. — Aliments consommés dans le ménage :

Céréales,
Corps gras,
Laitages et œufs,
Viandes et poissons,
Légumes et fruits,
Condiments et stimulants,
Boissons fermentées.

Art. 2. — Aliments préparés et consommés hors du ménage.

SECTION II. — *Dépenses concernant l'habitation.*

Logement,
Mobilier,
Chauffage,
Eclairage,

SECTION III. — *Dépenses concernant les vêtements.*

SECTION IV. — *Dépenses concernant les besoins moraux, les récréations et le service de santé.*

(Culte, instruction des enfants, secours, aumônes, etc.)

SECTION V. — *Dépenses concernant les industries, les dettes, les impôts et les assurances.*

Epargne de l'année.

La monographie débute par des observations préliminaires fort instructives sur la condition des divers membres de la famille :

Définition du lieu, de l'organisation industrielle et de la famille :

- 1° Etat du sol, de l'industrie et de la population ;
- 2° Etat civil de la famille ;
- 3° Religion et habitudes morales ;
- 4° Hygiène et service de santé ;
- 5° Rang de la famille ;

Moyens d'existence de la famille :

- 6° Propriétés (mobilier et vêtements non compris) ;
- 7° Subventions ;
- 8° Travaux et industries ;

Mode d'existence de la famille :

- 9° Aliments et repas ;
- 10° Habitation, mobilier et vêtements ;
- 11° Récréations ;

Histoire de la famille :

- 12° Phases principales de l'existence ;
- 13° Mœurs et institutions assurant le bien-être physique et moral de la famille.

Sans doute a-t-on pu dire qu'il y avait beaucoup d'artifice et quelque puérilité dans une méthode en apparence si rigoureuse « grâce à laquelle non seulement les besoins économiques, mais l'instruction, la récréation, la boisson, les vertus et les vices sont catalogués et chiffrés en francs et en centimes. »

Il est vrai cependant que la méthode monographique permet d'apprécier la majeure part des facteurs techniques et moraux qui influent sur la situation de la famille considérée, sur son classement, sur son équilibre.

DEUXIÈME PARTIE

Enquêtes effectuées
sur les niveaux de vie ouvriers
dans divers pays

Si quelques essais de comparaison internationale des salaires réels ont été effectués dans divers pays, en particulier par les administrations compétentes d'Angleterre et d'Afrique du Sud, les principales études dont on dispose, sont dues au Bureau International du Travail.

La plus importante de ces études, poursuivie de 1923 à 1927, a fait l'objet d'un examen approfondi de la part de la Conférence Economique Internationale de 1927. Elle concerne à la fois les comparaisons relatives aux prix de la main-d'œuvre comptés en or et celles relatives au pouvoir d'achat des salaires.

Une autre enquête a été entreprise en 1932 par le B. I. T., à la demande de l'industriel américain Ford. Le grand fabricant d'automobiles désirait connaître le montant des salaires qui devaient être versés aux ouvriers de ses usines d'Europe pour leur permettre de bénéficier d'un niveau de vie analogue à celui de ses ouvriers américains.

Si limité que soit l'objet de cette enquête, elle n'en fournit pas moins des résultats instructifs et cela d'autant plus que ses auteurs ont soigneusement tenu compte dans leur étude des habitudes de consommation existant dans les villes européennes.

Malheureusement, depuis quelques années, le développement de la crise et l'instabilité des monnaies, en faussant toutes données économiques, ont paralysé les travaux du B. I. T.

Force est donc de se contenter des statistiques établies par les services compétents des divers pays qui traduisent l'évolution des salaires réels d'année en année. Quelque intérêt que présentent ces travaux d'un point de vue national, on ne peut dissimuler qu'ils ne présentent qu'une utilité très réduite pour une comparaison internationale des salaires réels.

I. — COMPARAISONS REALISEES PAR DIVERSES ADMINISTRATIONS NATIONALES

Dès avant la guerre, des études ayant trait à la comparaison internationale des salaires réels avaient été entreprises par les économistes anglais.

De 1905 à 1909, le Board of Trade avait effectué une enquête étendue à l'Angleterre et au Pays de Galles, à l'Allemagne, à la France, à la Belgique et aux Etats-Unis. Les comparaisons portaient sur les prix de détail d'un certain nombre de produits courants, en particulier de denrées alimentaires, ainsi que sur les prix des logements de 2, 3, 4 et parfois 6 pièces. Les résultats obtenus avaient été rapprochés des chiffres exprimant le rapport entre les salaires nominaux de catégories types d'ouvriers, choisies dans quelques industries importantes : le bâtiment, la mécanique et l'imprimerie. Ajoutons que les principales comparaisons avaient été effectuées en se basant sur un seul type de consommation, à savoir la consommation moyenne d'un ouvrier anglais. Le choix nécessairement arbitraire du type de consommation envisagé n'avait pas été sans vicier quelque peu les résultats de l'enquête.

L'étude entreprise faisait ressortir surtout les différences de niveau des salaires réels qu'un ouvrier constaterait si, touchant le salaire moyen payé dans

les divers pays, il essayait de vivre à l'étranger en changeant le moins possible ses habitudes nationales.

Les données recueillies ont été utilisées par une Commission économique chargée en 1913 de présenter un rapport sur les salaires, le coût de la vie et sur les conditions d'existence des ouvriers, résidant sur le territoire de l'Union Sud-Africaine. La Commission eut également à comparer les résultats de son enquête avec les chiffres qu'elle avait recueillis sur les mêmes données au Canada, en Australie et en Nouvelle-Zélande.

Comme pour l'enquête du Board of Trade, le coût de la vie fut apprécié d'après les prix d'un certain nombre de denrées alimentaires largement répandues et d'après le prix de location des logements.

En ce qui concerne les denrées alimentaires, la Commission a calculé en pence quel chiffre de dépenses atteindrait dans les différents pays le budget d'un ouvrier sud-africain et d'autre part le coût du budget des travailleurs des autres pays envisagés, dans ces pays mêmes et en Afrique du Sud. C'est la moyenne des résultats des deux séries de comparaison qui a été prise en considération.

Les comparaisons entre les prix des logements ont été effectuées sur la base des prix par pièce. Les indices des prix de la nourriture et du logement ont été combinés par la suite, d'après l'importance relative, suivant les pays, des dépenses afférentes à ces deux chapitres. Les résultats furent rapprochés des indices des salaires nominaux touchés par les ouvriers qualifiés dans les différents pays, ce qui permit de calculer les indices des salaires réels.

Depuis la guerre, de nouvelles comparaisons ont été effectuées par le Bureau du Recensement de l'Union Sud-Africaine. Ces travaux ont une portée moindre que les enquêtes précédentes, d'abord parce que le nombre des pays envisagés est plus réduit, ensuite parce que les données utilisées sur les salaires et le coût de la vie sont plus restreintes. La comparaison porte uniquement sur les salaires nominaux des ouvriers qualifiés du bâtiment. On a recherché la moyenne arithmétique des salaires payés à cette catégorie d'ouvriers dans différents pays. Puis les salaires ainsi obtenus ont été rapprochés des indices des prix, calculés d'après le coût des denrées alimentaires, du combustible, de l'éclairage et du loyer.

En pratique, on a calculé pour plusieurs pays et à différentes dates les sommes équivalant au pouvoir d'achat que vingt sh. représentaient en Afrique du Sud en 1910.

Une autre enquête fut effectuée par le Ministère britannique du Travail en juillet 1923. Au cours de cette enquête, deux méthodes ont été utilisées.

La première suppose que l'on possède les données suivantes :

1° Les salaires dans chaque pays des groupes d'ouvriers sur lesquels porte la comparaison ;

2° Les nombres indices du coût de la vie dans chaque pays en prenant toujours la même date pour base ;

3° Le rapport entre le pouvoir d'achat intérieur des différentes monnaies à la date qui a servi de base pour le calcul des indices du coût de la vie ;

4° Le taux des changes à la date prise comme base pour le calcul des nombres indices du coût de la vie.

Si l'on sait que les salaires des ouvriers de la métallurgie en Grande-Bretagne et en Allemagne s'élevaient respectivement en août 1922 à 13,1 pence et à 37,7 M. — Que le nombre indice du coût de la vie (en 1914 = 100) était en Grande-Bretagne de 179 et en Allemagne de 7765; — Que le rapport des pouvoirs d'achat de la monnaie dans les deux pays avant la guerre s'exprimait par les chiffres de 100 pour la Grande-Bretagne et de 114,3 pour l'Allemagne. Enfin que la parité or du change se traduisait par la relation $1 \text{ £} = 20 \text{ M. } 43$; on peut en déduire qu'en août 1922, 37 M. 7 avaient le même pouvoir d'achat que

$$\frac{37,7 \times 100}{7765}, \text{ soit } 0,4855 \text{ M. en 1914. Convertie en mon-}$$

naie anglaise, cette somme représente 5,7 pence
($240 \times 0,4855$)

$$20,43$$

Si l'on tient compte du fait qu'avant la guerre le niveau de vie en Allemagne était de 14,3 % plus élevé qu'en Grande-Bretagne, l'équivalent en Grande-Bretagne en 1914 de 5,7 pence en Allemagne était de

$$\frac{100 \times 5,7}{114,3} \text{ soit } 4,97 \text{ pence.}$$

Pour déterminer la somme nécessaire à l'achat en août 1922 des articles qui coûtaient en Grande-Bretagne 4,97 pence en 1914, il reste à multiplier cette

$$\text{somme par le rapport numérique } \frac{179}{100}, \text{ ce qui donne}$$

8,9 pence.

Les salaires réels des travailleurs non qualifiés de l'industrie des métaux en Grande-Bretagne et en Allemagne étaient donc en août 1922 dans le rapport de 13,1 à 8,9 soit de 100 à 68.

Si l'on adopte la méthode compliquée qui consiste à faire remonter les calculs jusqu'à l'année 1914, c'est afin de convertir le salaire d'une monnaie en une autre à un taux de change relativement stable. De plus, il est notoire qu'à cette époque, les différences entre le pouvoir d'achat intérieur et le pouvoir d'achat extérieur des diverses monnaies étaient faibles.

On doit signaler cependant que le procédé de calcul employé peut provoquer certaines erreurs par suite de divergences qui existent entre les méthodes adoptées dans les divers pays pour le calcul des nombres indices du coût de la vie. En outre, il est peu fréquent que l'on connaisse les différences de pouvoir d'achat des unités monétaires avant la guerre.

C'est en raison de ces difficultés que le Ministère du Travail britannique adopta une autre méthode dont l'application ne nécessitait pas la connaissance du pouvoir d'achat des monnaies au pair en 1914, ni les fluctuations survenues dans la valeur de ces monnaies.

Cette seconde méthode consiste à calculer pour toute denrée alimentaire figurant dans le budget d'une famille ouvrière les quantités qui pourraient être achetées dans chaque ville au moyen de salaires déterminés.

Les quantités obtenues sont exprimées sous forme de nombres indices, ces nombres étant combinés de

façon à donner une moyenne pour chacune des professions envisagées. Une moyenne générale est ensuite calculée pour l'ensemble des professions.

Les salaires considérés sont ceux de certaines catégories types d'ouvriers pour une semaine normale de quarante huit heures. Il est regrettable que les enquêteurs n'aient pas disposé de statistiques plus complètes indiquant les gains réels et tenant compte des heures supplémentaires, du travail aux pièces, du chômage partiel, etc.

Les listes d'articles envisagées comprennent les denrées qui, consommées d'une manière courante en Grande-Bretagne, occupent également une place importante dans le budget des familles ouvrières des différents pays sur lesquels portait la comparaison. En rapprochant le coût de ces articles des statistiques de salaires, le Ministère du Travail publia deux moyennes, l'une non pondérée qui ne tenait pas directement compte de la consommation normale des différentes denrées en Grande-Bretagne, l'autre pondérée.

Les coefficients de pondération employés ne correspondaient pas à la consommation dans les autres pays. Par ailleurs, les différences constatées entre les deux moyennes n'étaient pas très accentuées. On se demande même si des indices établis avec des coefficients de pondération variables suivant les villes, auraient différé notablement des nombres indices pondérés publiés par le ministère.

En fait le Ministère britannique se plaçait essentiellement à un point de vue national. C'est en prenant

uniquement pour base la consommation en Grande-Bretagne qu'il obtenait les quantités de denrées alimentaires susceptibles d'être acquises au moyen des salaires pratiqués dans les divers pays.

Après avoir constaté que le salaire d'un maçon de Berlin autorisait l'achat de 390 livres de pain ou de 123 livres de farine ou de 10 livres de beurre ou de 227 œufs, on calculait les quantités correspondantes que le salaire d'un maçon de Londres pris comme base (base = 100) permettait d'acquérir et l'on établissait une série de nombres indices qui indiquaient, pour chaque denrée alimentaire considérée séparément, le pouvoir relatif d'achat à Londres et dans les autres capitales des gains correspondant à quarante-huit heures de travail.

Par la suite, il était procédé à l'établissement de moyennes pondérées et non pondérées pour l'ensemble des denrées alimentaires dans chaque profession, puis dans toutes les professions considérées.

II. — COMPARAISONS EFFECTUEES PAR LE B.I.T. SUR LE MONTANT DES SALAIRES OR

Sans doute la comparaison des salaires or pratiquée dans divers pays est-elle surtout intéressante pour apprécier les prix de revient. Elle permet de connaître le coût de la main-d'œuvre exprimé en une même monnaie. Avant la guerre, où une grande partie des systèmes monétaires avaient pour base l'étalon or, cette étude était d'une grande utilité lorsqu'on examinait les possibilités qu'avaient plusieurs nations d'exporter des produits identiques. Mais l'intérêt d'une comparaison des salaires or est également grand pour une étude relative aux niveaux de vie. C'est à ce titre que nous mentionnons dans cet ouvrage les travaux effectués par le B. I. T. sur « les prix de la main-d'œuvre comptés en or », travaux qui ont fait l'objet d'une étude approfondie de la part de la Conférence économique, réunie à Genève au mois de mai 1927.

A l'aide des données recueillies par lui depuis le mois de juillet 1924 et des éléments qui lui avaient été communiqués par le Ministère du Travail britannique, le B. I. T. a pu procéder à une comparaison des salaires or pratiqués dans un certain nombre de grandes villes (Amsterdam, Berlin, Bruxelles, Copenhague, Kaunas, Lodz, Londres, Madrid, Milan, Oslo,

Ottawa, Philadelphie, Prague, Riga, Rome, Stockholm, Sydney, Tallinn, Varsovie, Vienne).

La Conférence Economique n'a d'ailleurs pas pris en considération l'ensemble des catégories professionnelles pour lesquelles le B. I. T. lui avait fourni une documentation. Une telle étude aurait nécessité des calculs trop importants. Ont été retenus en raison de leur caractère représentatif, dans l'industrie du bâtiment, les maçons et les manœuvres, dans l'ameublement les ébénistes et les manœuvres, dans l'imprimerie, les compositeurs à la main, les compositeurs à la machine et les manœuvres .

D'une manière générale, les rémunérations considérées ont été uniquement les taux des salaires au temps — les minima — pour une seule catégorie de travailleurs, les ouvriers adultes. Ces taux de salaires qui comprennent l'allocation de vie chère et d'autres primes semblables, ont été connus d'après les contrats collectifs. L'utilisation des salaires courants, moyenne approximative des salaires en usage, ou celle des salaires effectifs aurait exigé une documentation que la majeure partie des administrations nationales a été jugée incapable de fournir : bordereaux de salaires d'après le rendement, montant des primes et allocations de toute nature, pertes de salaires dues au chômage.

Toutefois, pour plusieurs villes, les données fournies comprenaient non pas les taux minima fixés par les contrats collectifs, mais les taux effectivement payés qui leur sont quelque peu supérieurs. Par ailleurs, les chiffres de Copenhague étaient basés en

partie sur les gains effectifs des travailleurs aux pièces. Enfin les chiffres de Tallinn étaient calculés d'après les gains moyens. Inutile de dire que la diversité des modes de calcul a vicié quelque peu les comparaisons effectuées. Nous avons déjà signalé dans la première partie de cette étude qu'il pouvait exister d'importantes différences entre la rémunération au temps et la rémunération d'après le rendement, les salaires aux pièces étant supérieurs d'une certaine quotité au taux de rémunération au temps proprement dit.

Sous ces réserves, il a été possible de faire usage des données recueillies qui, à défaut de relations précises et rigoureuses, ont fourni d'utiles indications d'un caractère général.

On avait choisi comme monnaie or le franc. Cette monnaie permet de déterminer aisément le prix de l'heure de travail à l'aide de deux décimales. La conversion en francs or des données primitivement exprimées dans les différentes monnaies nationales a été effectuée, d'après la valeur dollar de ces monnaies, sur la base de la parité métallique du franc par rapport au dollar.

Ainsi ont été exprimées successivement les variations en valeur absolue des prix d'une heure de travail au temps dans les diverses villes, les variations indiciaires des prix des salaires horaires or par rapport aux données de Londres prises comme base et les variations indiciaires des prix d'une heure de travail au temps dans les diverses professions considérées, de 1923 à 1926, par rapport à l'avant-guerre.

Cette étude a montré que les écarts de prix constatés entre les villes, déjà considérables en 1914, s'étaient notablement accentués après la guerre.

Par ailleurs le rapprochement des variations indiciaires des prix pour la période de mai 1923 à décembre 1926, avec les variations de la valeur or des monnaies nationales à la même époque, a fait ressortir l'action des mouvements de change sur les prix de la main-d'œuvre dans les différents pays. Il a montré l'influence que les fluctuations de change ont exercé sur les conditions de la concurrence internationale.

Les résultats obtenus ont permis de classer les divers pays envisagés de la manière suivante :

1° Pays où la stabilisation n'a pas été précédée d'une grave crise monétaire (U. S. A., Suède, Canada, Australie, Grande-Bretagne, Pays-Bas). Dans les villes appartenant à ces pays on constate, après certaines fluctuations en 1923 et 1924, une grande stabilité des salaires or pendant la majeure partie de l'année 1925 et au cours de l'année 1926.

2° Pays où la stabilisation a été précédée d'une forte crise monétaire (Tchécoslovaquie, Autriche, Allemagne). Dans ces pays, on observe en mars 1923, exceptionnellement à Prague, toujours à Vienne et à Berlin, des salaires or inférieurs aux niveaux d'avant-guerre. Parfois l'écart est de 40 % à 50 %. Mais au cours des années suivantes, on note dans les deux dernières villes un très fort mouvement d'ascension auquel succède en 1925 et 1926 une stabilité relative.

3° Pays à forte revalorisation (Danemark, Norvège).

On constate dans ces pays une ascension extrêmement prononcée des salaires or pendant l'année 1925 et pour Oslo au début de 1926, c'est-à-dire pendant la première partie de la période de revalorisation.

4° Pays à crise monétaire persistante (Belgique, Espagne, France, Italie, Pologne). L'évolution des salaires or dans ce dernier groupe de pays est en général très mouvementée. A Paris, vers le milieu de l'année 1926, les nombres indices des salaires horaires or sont parfois inférieurs de 20 à 30 points aux chiffres de l'avant-guerre. Pendant la seconde partie de l'année, le relèvement est très important. A Varsovie, quatre périodes doivent être distinguées. Dans une première période on note une hausse des salaires or qui marque les débuts de la réforme monétaire. Dans une seconde période, les salaires se stabilisent. Plus tard, à la suite d'une nouvelle crise monétaire, les salaires or accusent un très fort fléchissement. Enfin, dans les derniers mois de l'année 1926, après quelques fluctuations, une nouvelle tendance se dessine à la stabilisation.

III. — COMPARAISONS EFFECTUEES PAR LE B.I.T. SUR LE POUVOIR D'ACHAT DES SALAIRES

Au cours de sa session de novembre 1923, la Conférence internationale des Statisticiens du Travail avait émis le vœu suivant :

« Afin que le B. I. T. puisse tenter de comparer des
« taux de salaires réels dans les différents pays, les
« autorités statistiques compétentes de chaque pays
« devront, à partir du 1^{er} janvier 1924, adresser au
« B. I. T. à des intervalles réguliers (si possible tous
« les mois) des relevés, sous une forme à fixer, don-
« nant pour les capitales de leurs pays respectifs :
« 1° Les salaires à l'heure et le chiffre normal des
« heures de travail par semaine dans un nombre
« limité de professions types ; 2° Les indications sur
« les prix d'un nombre limité d'articles à l'acquisition
« desquels le revenu des familles de la classe ou-
« vrière, dans les pays les plus développés au point
« de vue industriel, est largement consacré. »

Le Conseil d'administration du B. I. T. prit ce vœu en considération et décida que le Bureau poursuivrait l'enquête.

S'agissant de la méthode à suivre pour conduire cette enquête, le B. I. T. a reconnu qu'il serait préférable de constituer pour chaque pays un budget comprenant non seulement des denrées alimentaires, mais

aussi l'habillement, le logement, le chauffage et l'éclairage. Seul un budget aussi complet pourrait être considéré comme représentant effectivement la consommation des ouvriers dans les pays envisagés et pourrait servir d'unité commune de mesure des salaires.

Mais les différences de nature, de quantité et de qualité des articles consommés dans les divers pays, l'insuffisance des statistiques rendant malheureusement impossible l'établissement d'une pareille unité idéale de mesure, le B. I. T. a dû, conformément aux avis des théoriciens, limiter le champ de ses investigations à un petit nombre de denrées alimentaires. Cependant à l'encontre du Ministère du Travail britannique, il a tenu compte des différences de consommation des denrée alimentaires dans les divers pays, tout au moins en ce qui concerne les quantités.

Sans recourir à la méthode préconisée par M. Eric Sjöstrand, de l'établissement d'un standard de valeur calorique, le B. I. T. s'est attaché à répartir les divers pays en groupes de consommation. D'un côté, les pays Scandinaves (Norvège, Suède, Danemark et les Pays-Bas) ; d'un autre, divers pays de l'Europe Centrale (Allemagne, Autriche, Tchécoslovaquie et Pologne) où la consommation des denrées alimentaires est à peu près d'égale importance ; en troisième lieu, la France et la Belgique auxquelles peuvent être assimilés le Portugal et l'Italie. Pour la Grande-Bretagne où la consommation diffère sensiblement de celle des autres pays, il a paru opportun d'utiliser des coefficients spéciaux.

Enfin ont été groupés ensemble les pays d'outremer, U. S. A. et Canada.

Nature des denrées alimentaires servant de base à la comparaison des salaires réels et quantités par unité de consommation et par semaine.

Denrées	Quantités (1) par unité de Consommation et par Semaine.					
	Grande-Bretagne	France et Belgique	Europe méridionale	Europe centrale	Pays Scandinaves et Pays-Bas (6)	Pays d'Outre-mer
.....	2,10	4,50	2,50	3,50	1,64	1,50
.....	1,25	0,25	1,00	0,30	1,43	1,00
.....	0,17	0,24	0,10	0,08	0,22	0,20
.....	0,05	0,08	0,05	0,12	0,15	0,06
.....	0,50	0,50	0,40	0,22	0,21	0,70
.....	0,20	—	0,10	—	0,025	0,115
.....	0,12	0,20 (2)	0,12	0,11	0,21 (3)	0,20 (4)
.....	1,50	3,00	0,75	5,20	2,30	2,00
.....	0,60	0,35	0,18	0,25	0,63 (5)	0,40
.....	0,01	0,20	0,06	0,20	0,13	0,105
.....	0,10	—	—	—	—	0,03
.....	0,08	0,10	0,10	0,13	3,10	0,10
.....	2,75	3,00	3,00	0,75	3,30	4,50
.....	1,20	1,70	1,50	2,10	6,40	1,86
.....	0,135	0,06	0,50	0,40	0,23	0,09

1) Kg. sauf pour les œufs (unités) et le lait (litres). — 2) Porc. — 3) Y compris le porc. — 4) Y compris le jambon et le porc. — 5) Y compris la mélasse. — 6) Ce budget peut être considéré comme représentant la consommation en Suisse.

Les quantités ont été déterminées d'après les budgets servant à établir la statistique du coût de la vie dans les différents pays. En se basant sur la consom-

mation d'une famille d'importance moyenne, on a calculé les quantités consommées par semaine et par unité de consommation en prenant pour unité un adulte du sexe masculin.

Selon les pays, les divergences de méthode apparaissent, d'où il résulte que les chiffres du tableau précédent ne sont pas absolument comparables. Alors que dans certains pays on prend pour unité de base un adulte du sexe masculin, en attribuant un coefficient relativement plus faible à la femme et aux enfants, ailleurs, se basant sur la consommation d'un enfant, on attribue aux autres personnes, suivant leur âge, un coefficient proportionnellement plus élevé. Toutefois, les différences constatées n'influent guère sur les indices des salaires réels.

En ce qui concerne les pays scandinaves, les quantités adoptées sont en général celles qui résultent d'une enquête sur les budgets familiaux, effectuée par le gouvernement suédois en 1913-1914. L'importance moyenne de la famille était de 4,44 personnes représentant une consommation effective de 2,59. Parfois les données ont été modifiées ou complétées, de façon à tenir compte notamment de la consommation en Norvège.

Pour les pays de l'Europe Centrale, les quantités ont été déterminées principalement d'après les budgets théoriques établis après la guerre par l'Office Statistique d'Allemagne, pour le calcul de son indice du coût de la vie. Les chiffres publiés dans les statistiques allemandes donnent la consommation par 3,5

unités. Ils ont été quelque peu modifiés d'après les données recueillies sur l'importance de la consommation dans les autres pays de l'Europe Centrale.

S'agissant de la Belgique et de la France, la consommation a été évaluée surtout d'après une enquête effectuée en 1921 par le ministère belge du travail, sur les dépenses de 675 familles ouvrières. La Revue du travail de mai 1922 indique la quantité consommée par unité et par quinzaine. Ces chiffres, ramenés à la consommation hebdomadaire par 3,5 unités, pour faciliter les comparaisons, ont par ailleurs été légèrement modifiés en tenant compte de la consommation approximative en France de 13 articles employés pour le calcul du nombre indice des prix de détails.

Les quantités relatives aux pays de l'Europe méridionale ont été déterminées d'après une documentation élaborée en juillet 1920 à l'occasion du congrès national italien des Offices du Travail. Les données recueillies indiquaient pour différentes villes la moyenne hebdomadaire des dépenses d'alimentation d'une famille ouvrière de 5 personnes (2 adultes et 3 enfants, soit 4 unités de consommation environ). C'est sur la base des données relevées à Rome et à Milan que les chiffres figurant au tableau reproduit plus haut ont été calculés.

Pour la Grande-Bretagne, des quantités ont été évaluées, d'après la consommation moyenne approximative d'une famille ouvrière urbaine en 1914 sur la base des chiffres mentionnés dans le rapport de la Commission d'enquête sur le coût de la vie des classes

ouvrières (1918). La famille ouvrière se composait de 5,6 personnes représentant 4,37 unités de consommation.

Enfin les quantités relatives aux pays d'outremer ont été déterminées principalement d'après les coefficients de consommation utilisés par le Bureau de la Statistique du Travail des Etats-Unis, pour le calcul de son indice des prix de détail des denrées alimentaires. Chaque famille comprend en moyenne 4,9 personnes représentant 3,3 unités de consommation. Diverses modifications ont été apportées pour tenir compte de la consommation au Canada.

Les paniers de provision que constituent les quantités de denrées alimentaires figurant au tableau précédent peuvent être évalués sur la base des prix courants, pour chacune des villes sur lesquelles porte la comparaison.

C'est ainsi que le prix du panier de provision correspondant au type Grande-Bretagne a été calculé successivement à l'aide des indices du coût de la vie à Londres, à Stockholm, à Berlin, etc...

Les prix des paniers sont ensuite rapprochés des salaires des ouvriers de chacune des villes sur lesquelles porte la comparaison.

Si l'on prend pour base de comparaison les salaires des charpentiers, au début de janvier 1924, à Londres, Stockholm, Berlin, on obtient les résultats suivants :

Nombre de paniers de provision que le charpentier pourra, au moyen de son salaire, acquérir dans les différentes villes.				Rapport de ces nombres		
Villes	Paniers correspondant à la consommation.			Paniers correspondant à la consommation.		
	En Grande-Bretagne (1)	Pays scandinaves (2)	Pays Eur. centrale (3)	En Grande-Bretagne (4)	Pays scandinaves (5)	Pays Eur. centrale (6)
Londres.....	10,8	7,57	11,78	100	100	100
Stockholm	9,95	8,26	10,76	92	109	91,4
Berlin	5,04	4,06	5,81	46,3	53,6	49,3

Les chiffres des colonnes 1, 2 et 3, indiquent pour le début de janvier 1924 combien de fois un charpentier aurait pu acheter le panier de provisions contenant les quantités consommées ordinairement par les ouvriers britanniques, scandinaves et les travailleurs de l'Europe Centrale, s'il avait été employé à Londres, à Stockholm ou à Berlin et rétribué d'après les taux de salaires alors pratiqués dans ces villes. Les colonnes 4, 5 et 6 donnent le rapport entre les nombres obtenus.

Comme nous l'avons déjà signalé dans la première partie de cette étude, les différences assez importantes qui apparaissent entre les rapports correspondant aux divers budgets, peuvent résulter de la présence dans ces budgets d'un article dont quantités consommées et prix diffèrent considérablement d'un pays à un autre. On sait que les différences constatées entre Londres et Stockholm suivant les budgets pris comme base, tiennent surtout à la grande quantité de lait qui

entre dans le budget scandinave et dont le prix est relativement peu élevé à Stockholm.

Les divers pays ayant été répartis en 6 groupes de consommation, on obtient six séries de données en mesurant par rapport à chacun des paniers de provision le pouvoir d'achat du salaire des ouvriers appartenant à chacune des professions considérées. Ces six séries peuvent être représentées par des nombres indices, en les rapportant dans chaque cas aux données relatives à Londres.

Nombres-indices du niveau relatif des salaires réels dans diverses villes à la date du 1^{er} juillet 1924.

(Base : Londres = 100)

Villes	Nombres indices calculés d'après les quantités de denrées alimentaires consommées dans les divers groupes de pays.					
	Belgique et France	Pays de l'Europe Centrale	Grande- Bretagne	Pays de l'Europe méridionale	Pays Scandi- naves	Pays d'Outre- mer
Amsterdam	87	93	82	87	97	86
Bruxelles	59	64	52	56	63	57
Christiana.....	72	79	66	70	78	66
Lisbonne	34	35	30	31	32	29
Londres.....	100	100	100	100	100	100
Madrid	59	58	52	58	59	56
Milan.....	46	48	43	44	50	46
Ottawa.....	167	169	171	168	185	179
Paris.....	74	75	67	72	81	71
Philadelphie	208	207	211	202	242	214
Prague.....	58	61	49	57	57	52
Rome	44	48	42	47	47	45
Stockolm	78	81	76	79	92	82
Varsovie	80	96	66	80	85	89
Vienne	47	49	46	47	50	45

Il est particulièrement intéressant de dégager les moyennes des nombres de paniers de provision qu'il est possible d'acheter au moyen des salaires pratiqués dans les différentes villes, de noter les nombres-indices correspondant aux six types alimentaires et d'obtenir des nombres-indices moyens généraux.

Villes	NOMBRES INDICES MOYENS GÉNÉRAUX									
	1924		1925				1926			
	I. VII		I. I		I. VII		I. I		I. VII	
	a	b	a	b	a	b	a	b	a	b
linn	—	—	—	—	3,86	37	4,04	41	4,43	41
a	—	—	—	—	4,41	42	4,72	47	5,05	47
sovie	8,46	79	4,55	47	5,15	49	4,28	44	4,95	46
lz	—	—	—	—	3,86	37	4,74	47	4,65	35
ne	4,98	47	4,62	47	4,46	43	4,58	46	4,63	44
gue	5,80	54	5,60	57	5,07	48	5,35	53	5,39	50
lin	5,95	56	5,97	62	6,66	64	7,32	73	7,48	70
ne	4,82	45	4,67	48	4,76	46	—	—	4,72	44
an	4,92	46	4,40	45	4,89	47	4,69	47	5,06	47
drid	6,11	57	5,55	57	5,63	54	5,90	59	6,07	56
xelles	6,13	57	5,50	56	5,75	55	5,51	55	5,10	41
s	7,77	73	7	71	5,92	56	—	—	—	—
ndres	10,68	100	9,80	100	10,49	100	10,03	100	10,78	100
ckholm	9	84	8,29	85	8,44	86	8,72	88	9,45	88
enhague	—	—	8,83	90	9,85	94	12,36	124	12,07	112
o	7,49	70	7,87	81	8,36	80	10	100	—	—
sterdam	9,36	88	8,02	81	8,77	84	8,63	87	9,76	91
adelphie	22,47	210	20,95	215	19,08	183	17,65	177	17,98	167
awa	18,32	172	16,10	170	17,17	165	14,89	149	16,15	150
ney	—	—	15,35	156	14,68	140	13,70	137	14,15	131

Si les chiffres de Rome et de Milan sont relativement bas, cela tient en partie au fait que l'on ne consomme pas dans ces villes les mêmes denrées alimentaires que dans la plupart des autres pays mentionnés au tableau précédent. Les budgets utilisés pour les comparaisons ne font pas une part suffisante à la consommation de légumes dans les pays de l'Europe méridionale.

On constate par ailleurs que les chiffres de Varsovie, au 1^{er} juillet 1924, sont relativement élevés par rapport à ceux des autres pays de l'Europe Centrale. Le gouvernement polonais a expliqué cette divergence par le fait que les salaires des groupes d'ouvriers visés par les statistiques sont relativement plus élevés que ceux de nombreux autres groupes. De plus les salaires sont très élevés à Varsovie par rapport à ceux en vigueur dans d'autres villes polonaises. Par suite les chiffres indiqués ne représentent pas le niveau des salaires sur l'ensemble du territoire polonais.

Il aurait été possible d'obtenir une moyenne internationale, si, au lieu de considérer un certain nombre de paniers contenant les mêmes denrées mais en quantités différentes, on avait pris une moyenne de ces quantités et si on avait effectué les calculs sur la base d'un panier international moyen. Néanmoins le calcul de chiffres distincts pour un certain nombre de quantités différentes présente l'avantage de mettre en lumière des indices intéressant spécialement un pays ou un groupe de pays. C'est ainsi que les indices correspondant au budget britannique complètent, en dépit de certaines divergences secondaires de méthode,

les travaux effectués antérieurement par le Ministère du Travail britannique.

Le B.I.T. a calculé d'autres nombres-indices moyens généraux en rapportant toutes les données recueillies dans les différentes villes aux données de Londres pour juillet 1924 (= 100).

Nombres indices moyens généraux sur la base des denrées alimentaires.

Villes	1924	1925		1926	
	I. VIII	I. I	I. VII	I. I	I. VII
Tallinn	—	—	36	38	41
Riga	—	—	41	44	47
Varsovie	79	43	48	40	46
Lodz	—	48	54	44	44
Vienne	47	43	42	43	43
Prague	54	52	47	50	50
Berlin	56	56	62	69	70
Rome	45	44	45	—	46
Milan	46	41	46	44	47
Madrid	57	52	53	55	57
Bruxelles	57	51	54	52	48
Paris	73	66	55	—	—
Londres	100	92	98	94	101
Stockholm	84	78	79	82	88
Copenhague	—	82	92	116	113
Oslo	70	74	78	94	—
Amsterdam	88	75	82	81	91
Philadelphie	210	196	179	165	168
Ottawa	172	151	161	139	151
Sydney	—	144	137	128	132

Il est clair que la méthode employée pour comparer les salaires réels dans deux localités différentes est la

même que celle qui pourrait être employée pour apprécier les variations de salaire réel dans un même lieu à des dates différentes. La seule modification apportée a pour objet d'éviter de recourir aux taux des changes pour convertir en une monnaie unique les salaires et les prix des denrées dans les divers pays.

Si l'on exprime cette méthode en termes algébriques, on constate que le facteur, taux des changes, se trouve éliminé. S_1 étant le salaire d'un ouvrier américain en dollars, S_2 celui d'un ouvrier allemand en marks, T le taux des changes pour la conversion des marks en dollars, le rapport entre le salaire de l'ouvrier américain et celui de l'ouvrier allemand pourra s'exprimer ainsi :

$$\frac{S_1}{S_2 \times T}$$

Par ailleurs le rapport entre le coût d'un panier de provision aux Etats-Unis et sa valeur en Allemagne, peut être représenté par l'expression numérique :

$$\frac{P_1}{P_2 \times T}$$

Le rapport entre les salaires réels aux Etats-Unis et en Allemagne s'exprimera donc par la relation :

$$I : \frac{S_2 \times T}{S_1} : \frac{P_2 \times T}{P_1} = \frac{I}{S_1} \times \frac{P_1}{P_2}$$

Le facteur T représentant le taux des changes disparaît de la formule finale. Néanmoins, en vue d'éliminer complètement ce facteur, on peut adopter une méthode différente qui consiste à établir les rapports

S_1 et S_2 et à calculer comme suit le rapport des salaires réels.

$$\frac{P_1}{S_1} : \frac{P_2}{S_2} = I : X \text{ ce qui donne } X = \frac{P_1}{S_1} \times \frac{S_2}{P_2}$$

La valeur des résultats obtenus au moyen de cette méthode dépend de la nature des statistiques dont on dispose. Les statistiques des salaires utilisées peuvent ne pas porter sur les mêmes groupes d'ouvriers dans les différents pays. Les méthodes de centralisation et de compilation des statistiques de salaires peuvent présenter elles-mêmes une grande diversité. D'autre part les statistiques du coût de la vie, lorsqu'elles ne portent que sur un nombre limité d'articles, (denrées alimentaires), n'ont qu'une valeur approximative.

Enfin le choix même des denrées alimentaires peut soulever certaines critiques. Dans l'enquête du B. I. T., il n'a été tenu que partiellement compte de la diversité des habitudes alimentaires des différents pays, puisqu'on s'est contenté d'apprécier la consommation dans chaque pays d'un petit nombre d'aliments d'usage général. Pour cette raison il n'a pas été pris en considération des articles qui jouent cependant un très grand rôle dans la consommation de certains peuples, tels que les légumes pour les peuples méridionaux et les harengs salés pour les peuples scandinaves. Nul doute que les chiffres concernant les salaires réels en usage dans les pays où existent des habitudes de consommation extrêmes, sont les plus affectés par la méthode adoptée. Ces chiffres se trou-

vent en effet réduits par suite de l'élimination d'articles bon marché de large consommation.

Peut-être des organismes impartiaux, commissions paritaires se transportant de pays en pays, réussiraient-ils à déterminer des équivalences entre produits différents et permettraient-ils l'établissement de paniers de provision comparables, bien que composés de denrées de nature diverse.

Pour les denrées consommées dans les pays considérés, il est permis de supposer qu'en dépit de la précision des formulaires fournis aux administrations nationales, leur qualité est susceptible de varier largement d'un pays à un autre.

L'omission dans les statistiques de la dépense loyer serait particulièrement regrettable par suite de la diversité des législations concernant la propriété immobilière. C'est pour combler cette lagune que le B. I. T. a fait intervenir le loyer dans les calculs, par une voie indirecte et comme une donnée de valeur purement approximative.

Dans la plupart des cas, la documentation a été fournie au B. I. T. par les services de statistique nationaux. Pour certains Etats néanmoins, le pourcentage du coût du loyer par rapport au budget total en juillet 1924, a été calculé en multipliant le pourcentage d'avant-guerre par l'indice du loyer, puis en divisant le résultat par l'indice du coût de la vie.

Supposons le loyer évalué à 15 % de la dépense globale de 1914. Si l'on admet qu'il a triplé alors que le coût de la vie a quadruplé depuis cette date, le

pourcentage de la dépense relative au loyer sera de

$$\frac{15 \times 3}{4} \text{ soit } 11.25.$$

Cette méthode ne peut donner que des résultats approximatifs, puisqu'il est admis que pendant la période envisagée le niveau de vie ne s'est pas modifié. D'autre part la dépense loyer peut être entendue de manière différente d'un pays à un autre, selon qu'elle englobe ou non différents impôts, les frais d'entretien et les charges. Même avec ces réserves, les pourcentages révèlent des différences très appréciables.

Pourcentage du coût du loyer par rapport au budget total en juillet 1924 :

Villes ou pays	Pourcentage
Bruxelles	4,77 — 7,76
Christiania	11,25
Milan	7
Ottawa	22
Philadelphie	13,2
Prague	5,36
Rome	5
Stockholm	15
Vienne	3
Allemagne	9,6
Grande-Bretagne	13
Pays-Bas	13

En réduisant les nombres indices du salaire réel, calculé d'après le coût des denrées alimentaires, du pourcentage de la dépense afférente au loyer et en calculant à nouveau les différents rapports sur la base

de Londres = 100, le B. I. T. a obtenu les résultats suivants :

Tableau des nombres-indices moyens généraux établis en tenant compte du loyer :

<i>Villes</i>	I. VII 1924	I. I. 1925	I. I. 1926
Tallinn	—	—	42
Riga	—	—	50
Varsovie	—	51	46
Lodz	—	59	52
Prague	59	62	58
Berlin	59	63	70
Rome	50	52	—
Milan	50	47	49
Madrid	—	—	—
Bruxelles	62	60	59
Paris	—	71	—
Londres	100	100	100
Stockholm	82	83	86
Copenhague	—	93	128
Oslo	71	83	102
Amsterdam	89	82	87
Philadelphie	209	215	177
Ottawa	154	153	147
Sydney	—	154	137

Indépendamment des comparaisons précédentes, portant sur les pouvoirs d'achat relatifs d'une même unité de temps de travail, une semaine de 48 heures dans les différentes villes considérées, il est intéressant de rechercher dans quelle mesure les niveau de vie

peuvent être affectés par certains facteurs spéciaux : différences dans la durée hebdomadaire du travail, travail lucratif de plusieurs membres de la famille, etc.

Si, comme nous l'avons déjà signalé, il est impossible en raison de l'insuffisance des renseignements de prendre en considération l'importance du revenu familial, on peut au contraire faire état dans une certaine mesure des différences qui apparaissent d'une ville à l'autre dans la durée normale du travail. Des renseignements précis sur ce point peuvent être fournis par les diverses administrations nationales. Toutefois le B. I. T. n'a pas cru possible de faire porter son étude sur l'ensemble des catégories ouvrières visées par la statistique. Il a pris seulement en considération deux professions, les ajusteurs et les compositeurs à la main. Les résultats de ces calculs sont indiqués dans le tableau suivant :

Il serait intéressant par ailleurs de disposer de statistiques montrant l'importance des heures supplémentaires dans les différentes industries et indiquant également le pourcentage des travailleurs qui bénéficient d'un emploi. Des statistiques de cette nature permettraient d'appliquer les pourcentages indiqués aux nombres indices des salaires réels de la manière dont on a procédé pour les loyers.

Aussi bien le Bureau du Recensement et de la Statistique d'Australie tient-il compte dans ses statistiques de salaires réels, de l'importance du chômage. Il opère de la façon suivante :

Si les nombres indices des salaires réels, établis d'après les taux des salaires au temps et pour une semaine type, sont respectivement dans deux pays 100 et 80 et si les pourcentages du chômage complet

Villes	I. VII 1924		I. I. 1925		I. I. 1926	
	a	b	a	b	a	b
Tallinn	—	—	—	—	5	43
Riga	—	—	—	—	6,9	59
Varsovie	13,1	104	10,6	93	10,3	89
Lodz	—	—	7,5	66	—	—
Vienne	4,9	39	4,9	43	4,9	42
Prague	—	—	—	—	—	—
Berlin	5,6	44	5,9	52	6,8	59
Rome	5,2	41	4,8	42	—	—
Milan.....	6,3	50	5,7	50	6,3	54
Madrid	—	—	7,3	64	6,9	59
Bruxelles	6,5	52	6,1	54	6,3	54
Paris.....	8,3	66	6,9	61	—	—
Londres.....	12,6	100	11,4	100	11,1	100
Stockholm	8,4	67	7,6	67	8	69
Copenhague.....	—	—	9,5	83	11,3	97
Oslo	—	—	8,3	73	10,7	92
Amsterdam	9,7	77	8,3	73	8,8	76
Philadelphie	18	143	18,5	162	15,3	132
Ottawa.....	20,3	161	18,5	162	16,6	143
Sydney	—	—	14	123	13,9	120

s'expriment par les chiffres 10 et 4, les taux des salaires réels, tenu compte du chômage, s'établissent de la

$$\begin{array}{c} 100 \times 90 \quad 80 \times 96 \text{ soit } 100 \\ \text{manière suivante} \quad \text{---} : \quad \text{---} \quad \text{---} \\ \quad \quad \quad 100 \quad \quad \quad 100 \quad \quad \quad 85,3 \end{array}$$

Dans la plupart des pays les statistiques de chômage ne sont malheureusement pas assez complètes pour permettre des corrections de cette nature ; en particulier il n'existe pas de statistiques enregistrant le chômage partiel. Force est donc de limiter son étude aux différences qui apparaissent d'un pays à l'autre dans la durée normale du travail.

IV. — ENQUETE EFFECTUEE PAR LE B.I.T. SUR LES DEPENSES DE CERTAINES CATEGORIES D'OUVRIERS A DETROIT ET DANS 14 VILLES EUROPEENNES.

L'enquête sur le coût de la vie de certains groupes d'ouvriers à Détroit et dans 14 villes européennes, a été entreprise par le B. I. T. dans un but pratique. On s'est proposé de rechercher quel serait le montant des dépenses d'un ouvrier européen si son niveau de vie général était à peu près équivalent à celui de son collègue de Détroit. Question délicate, puisqu'il convenait d'examiner non seulement le niveau de vie américain, mais aussi les habitudes, traditions et coutumes en usage dans les différents pays considérés.

L'enquête effectuée dans ces conditions n'a donc pu aboutir qu'à des résultats approximatifs. Elle présente également un caractère relatif. Des résultats similaires n'auraient pas été obtenus si d'autres catégories d'ouvriers de Détroit ou si des budgets familiaux d'un autre pays avaient été pris comme base.

L'examen des enquêteurs a porté uniquement sur les familles de Détroit d'une certaine grandeur dont le chef a été occupé à horaire à peu près complet et rétribué au taux du salaire le plus bas pendant l'année 1929. Il a été établi que les familles de ce type avaient dépensé en 1929 une somme moyenne de 1.720 dollars. C'est donc le montant des dépenses qui auraient dû

être effectuées, la même année, par des familles européennes pour bénéficier d'un niveau de vie analogue à celui obtenu par le travailleur américain grâce à un déboursé de 1.720 dollars, qui a été recherché.

Le B. I. T. a procédé aux calculs nécessaires, en utilisant les données qui lui ont été fournies au moyen d'enquêtes spéciales, exécutées par des personnes ou autorités compétentes dans les villes considérées.

La liste de ces villes a été la suivante : Berlin et Francfort-sur-le-Main, Copenhague, Stockholm, Helsinki, Paris et Marseille, Anvers, Rotterdam, Manchester (Grande-Bretagne), Cork (Irlande), Varsovie, Barcelone, Istambul (Turquie).

Précisons que par niveau de vie, les organisateurs de l'enquête ont entendu la « somme de satisfactions » procurées aux individus, les biens et services consommés ou utilisés étant susceptibles de varier largement d'un pays à un autre. Biens et services peuvent varier sous l'action des prix. Ils peuvent également différer suivant les goûts, les habitudes et les coutumes.

C'est pour le groupe des denrées alimentaires et aussi pour celui des frais divers que l'influence des habitudes nationales est la plus nette et qu'une nouvelle répartition des dépenses est la plus aisément possible. D'autres catégories de dépenses sont beaucoup moins influencées par la coutume. Il en est notamment ainsi des dépenses de chauffage, d'éclairage et même d'habillement qui sont en partie déterminées par le climat.

A la procédure consistant à prendre en considération les habitudes et les coutumes de chaque pays,

on a fait parfois une grave objection. Ces habitudes, dit-on, ne doivent pas être considérées seulement comme capables d'influer sur le genre de vie, elles-mêmes reflètent le niveau de vie des ouvriers tel qu'il existe dans les divers pays. Les renseignements possédés sur la consommation des denrées alimentaires peuvent indiquer un niveau de vie médiocre parce que les salaires sont bas. Si les salaires étaient plus élevés, les habitudes de consommation seraient modifiées en conséquence. Ainsi la méthode employée par le B. I. T. est vicieuse puisqu'elle consiste à calculer un niveau de vie dit équivalent d'après un niveau d'existence déjà plus réduit que celui choisi pour base.

Les défenseurs des travaux du B. I. T. ont répondu que les « conditions locales » avaient été prises en considération de manière à prévenir les objections qui pourraient être formulées.

D'une part les évaluations effectuées n'ont qu'un caractère approximatif et certains facteurs tels que les niveaux de vie existant en Europe n'ont pas été retenus dans les données. On s'est simplement contenté d'enregistrer les prix et d'étudier les habitudes de consommation ayant cours dans un certain nombre de pays européens. D'autre part chacun des principaux groupes de dépenses a fait l'objet d'une étude séparée et approfondie.

Les dépenses alimentaires, si elles ne constituent que 32,3 % des budgets ouvriers américains considérés, représentent un pourcentage beaucoup plus élevé du montant des budgets européens.

Une des principales difficultés consistait à obtenir

dans les diverses villes européennes des données comparables à celles de Détroit. Les denrées alimentaires ont été classées par nature et par qualité avec la plus grande précision possible. Une analyse de chacune de ces denrées a été effectuée, montrant sa valeur calorique et son contenu en protéine, calcium, phosphore et fer. Lorsque des écarts de prix trop importants ont été constatés dans les différents magasins, on n'a pas hésité à indiquer plusieurs séries de prix. Les chiffres relevés pour les villes européennes ont d'ailleurs toujours été basés sur les prix cotés dans un grand nombre de magasins. Parfois on a dû combiner les prix américains pour des articles similaires afin d'obtenir un chiffre comparable à celui qui a été fourni pour les villes européennes.

Après avoir déterminé pour tout article des données comparables aux données américaines, il convenait d'établir le niveau général des prix de l'alimentation dans chaque ville européenne par rapport à celui de Détroit. A cet effet il a fallu prendre en considération l'importance relative de chaque denrée dans la consommation globale.

Un double calcul a été effectué. Les prix dans les villes américaines et européennes ont été pondérés d'abord au moyen de la consommation, telle qu'elle ressort du budget de Détroit, ensuite au moyen de la consommation correspondant à celle de la ville européenne. Cette dernière donnée a été déterminée à l'aide des études officielles relatives aux budgets familiaux, des enquêtes privées ou des renseignements fournis par les autorités nationales respectives.

On voit ainsi que, pour l'établissement des deux séries de calcul, les prix de chaque denrée alimentaire dans les villes américaines et européennes étaient identiques. La seule différence résidait donc dans le poids attribué aux diverses denrées.

Denrées alimentaires	Quantité consommée par famille de 3,27 unités		Prix par unité		Produits			
	Détroit (1)	Copen- hague (2)	Détroit (3)	Copen- hague (4)	Col. 1 et 3 (5)	Col. 1 et 4 (6)	Col. 2 et 3 (7)	Col. 2 et 4 (8)
	kg.	kg.	Ore	Ore	Kr.	Kr.	Kr.	Kr.
Bœuf frais :								
Bifteck	17,4		321,7	181	55,98	31,49		
Rosbif	22,5	37,01	273,1	181	61,45	40,73	110,07	66,9
Porc frais . .	30,2	15,92	221,3	194	66,83	58,59	35,23	30,89
Lait frais . .	507,0	389,49	51,8	32	262,63	162,24	201,76	124,64

$$\text{Rapport 1 : } \frac{\text{Col. 6}}{\text{Col. 5}} = 0,784$$

$$\text{Rapport 2 : } \frac{\text{Col. 8}}{\text{Col. 7}} = 0,695$$

Moyenne géométrique = 0,738 ou 73,8 des prix de Détroit.

Dans le tableau ci-dessus se rapportant à la comparaison du niveau général des prix de l'alimentation à Copenhague et à Détroit, les chiffres inscrits dans les colonnes 1 et 2 représentent les quantités consom-

mées de chaque article à Détroit et à Copenhague respectivement ; dans les colonnes 3 et 4 figurent les prix moyens pratiqués pour ces articles dans les mêmes villes. Les produits obtenus en multipliant successivement les chiffres inscrits dans les colonnes 1 et 3, 1 et 4, 2 et 3, 2 et 4, sont mentionnés dans les colonnes 5, 6, 7 et 8.

Puis le rapport entre les prix de Copenhague et de Détroit est calculé de deux manières : d'abord en divisant le total de la colonne (6) par le total de la colonne (5), ensuite en divisant le total de la colonne (8) par celui de la colonne (7). Ces rapports se chiffrent respectivement par les expressions numériques 78,4 % et 69,5 % dont la moyenne géométrique est de 73,8 %.

L'application de ce pourcentage à la dépense déterminée pour l'alimentation à Détroit, (exprimée en couronnes danoises au taux du cours du change) donne un total de 1.532 couronnes. Les chiffres obtenus signifient qu'un ouvrier américain se fixant à Copenhague et vivant de la même façon qu'en Amérique verrait sa dépense pour l'alimentation réduite dans la proportion de 100 (Détroit) à 78,4 (Copenhague) et qu'un ouvrier danois émigrant à Détroit verrait sa dépense accrue dans la proportion de 69,5 (Copenhague) à 100 (Détroit). La moyenne géométrique de ces deux termes 73,8 % exprime le niveau général des prix des denrées alimentaires à Copenhague par rapport au même niveau à Détroit. On remarque que plus les habitudes de consommation dans les deux villes sont semblables, plus ces deux termes sont rap-

prochés et plus leur moyenne pourra être reconnue exacte.

Le B. I. T. a recherché si l'emploi des données sur la consommation européenne, considérées comme reflétant le niveau de vie actuel des ouvriers, avait faussé les résultats de l'enquête. A cet effet le Bureau a utilisé autant que possible différents budgets pour la même ville européenne. Dans le cas des villes allemandes notamment, il a constaté que les résultats obtenus en utilisant tour à tour les pondérations basées sur les budgets ouvriers et sur ceux des fonctionnaires qui bénéficiaient de traitements relativement élevés, étaient similaires.

Pour les dépenses concernant le logement, le B. I. T. s'est heurté à des difficultés spéciales. Il est en effet particulièrement délicat de décider quel critère doit être choisi pour établir l'équivalence de logements situés dans des pays différents, alors que dans un même pays on éprouve déjà d'une localité à l'autre des difficultés du même genre.

A Détroit, le type d'habitation qui prédomine, est la maison particulière pourvue de l'éclairage électrique, du gaz et d'une salle de bains. Si on manque d'indications sur la grandeur moyenne des pièces, il semble toutefois que dans certaines villes européennes, les pièces de l'habitation sont beaucoup plus spacieuses.

Outre la difficulté d'ordre général de comparer les logements, plusieurs facteurs compliquent encore le problème, tels que la législation en vigueur dans de nombreux pays qui modifie très sensiblement le loyer de certaines catégories d'habitations.

Le tableau suivant fait ressortir l'inégalité des dépenses que devaient effectuer selon les pays où ils résidaient, des ouvriers européens, pour obtenir en 1931 un niveau de vie approximativement équivalent à celui d'une famille ouvrière de Détroit.

Indices des dépenses

Villes	Alimentation	Logement	Chauf. Eclairage	Habillage	Total de ces dépenses	Autres dépenses			Coût de la vie-im-pôts directs	Total du coût de la vie
						Frais médicaux	Ass. sur la vie	Frais divers		
Détroit, \$	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Berlin, R-M	83-86	69-94	43	81	75-84	72	54-59	84	76-82	79-86
Francfort, R.M.	92-97	69-94	64-71	81	78-88	72	55-63	82	78-85	82-89
Copenhague, Kr.	81	61-92	43	99	77-87	46	82-89	95	79-87	83-91
Helsinki, Mk.	64	97	61	89	79	75	80	70	77	83
Stockholm, Kr.	77-93	115	52	109	92-99	64	93-100	101	93-98	98-104
Paris, fr.	99	49-78	69	107	82-91	43	80-86	74	79-86	80-87
Marseille, fr.	91	43-67	51	107	75-83	43	73-81	75	74-80	75-81
Anvers, fr.	76	35-52	30	87	61-66	34	54-59	62	60-64	61-65
Rotterdam, fl.	84	45-57	45	60	64-68	38	43	62	62-65	64-67
Manchester, £.	83-89	43-47	89-102	68	69-73	—	—	—	69-73	69-73
Cork, £	95	49	101	98	82	66	86	98	85	85
Varsovie, Zl.	54	51	68	77	58	51	61	73	61	64
Barcelone, Pesetas	58	29	54	67	50	38	52	59	52	57
Istanbul, £ T.	64	40	59	113	65	33	66	74	65	—

Signalons que l'enquête qui a commencé pendant une période de baisse des prix, n'a pas été entreprise dans tous les pays à la même époque. Tous les totaux ont été cependant rapportés à une même date : 1^{er} jan-

vier 1931, en utilisant les indices disponibles sur les fluctuations du coût de la vie. C'est ainsi que lorsque les familles américaines considérées dépensaient 1.720 dollars en 1929, elles n'étaient plus réputées affecter à leurs dépenses qu'une somme de 1.550 dollars en janvier 1931.

Par ailleurs on doit noter que les divergences qui apparaissent entre les villes, ne correspondent pas toutes à des différences réelles, mais qu'elles tiennent en partie au fait que les denrées fournies par les bureaux statistiques nationaux ne sont pas absolument comparables.

En fait les travaux des enquêteurs, n'offrent pas le même degré de précision pour toutes les villes envisagées.

Sans méconnaître l'intérêt qu'une enquête, semblable à celle qui a été effectuée par le B.I.T., pourrait présenter pour une entreprise désireuse d'établir une certaine relation entre les salaires de ses employés dans différents pays, on ne doit pas se dissimuler que le niveau général des salaires ne dépend pas uniquement du coût relatif de l'existence. De nombreux autres facteurs influent sur la détermination des salaires : productivité des travailleurs, développement du machinisme, organisation du marché du travail, efficacité de la direction, offre des capitaux, abondance des ressources naturelles, niveau de la fortune et du revenu national. A supposer que le niveau général des salaires dépendît essentiellement du coût de la vie, il n'y aurait pas lieu de considérer comme normaux les chiffres correspondant à un revenu particulier à Détroit.

V. — STATISTIQUES SUR L'EVOLUTION DES SALAIRES REELS DANS DIVERS PAYS

Après la Conférence économique internationale de 1927, les crises monétaires qui survinrent dans un grand nombre de pays, empêchèrent les organismes internationaux de procéder à de sérieuses comparaisons de salaires réels entre les nations. Il fut procédé simplement à la recherche des fluctuations des salaires à l'intérieur de chaque pays.

L'ensemble des nombres indices ont été calculés sur une base commune : l'année 1929, par le B. I. T. qui a utilisé les données (statistiques des salaires, indices du coût de la vie) recueillies par les diverses administrations nationales. Les inexactitudes qui résultent du transfert de base des indices à l'année 1929, sont probablement très légères et peuvent ne pas être prises en considération.

Pour certains pays les indices du coût de la vie ne doivent pas être rapprochés sans quelques réserves des indices des salaires nominaux. Il en est ainsi notamment lorsque l'indice du coût de la vie ne concerne qu'une seule ville et que les indices des salaires s'étendent à l'ensemble du pays ou à des régions bien délimitées comme les centres miniers. Dans ce cas, les indices des salaires réels figurent au tableau suivant entre parenthèses.

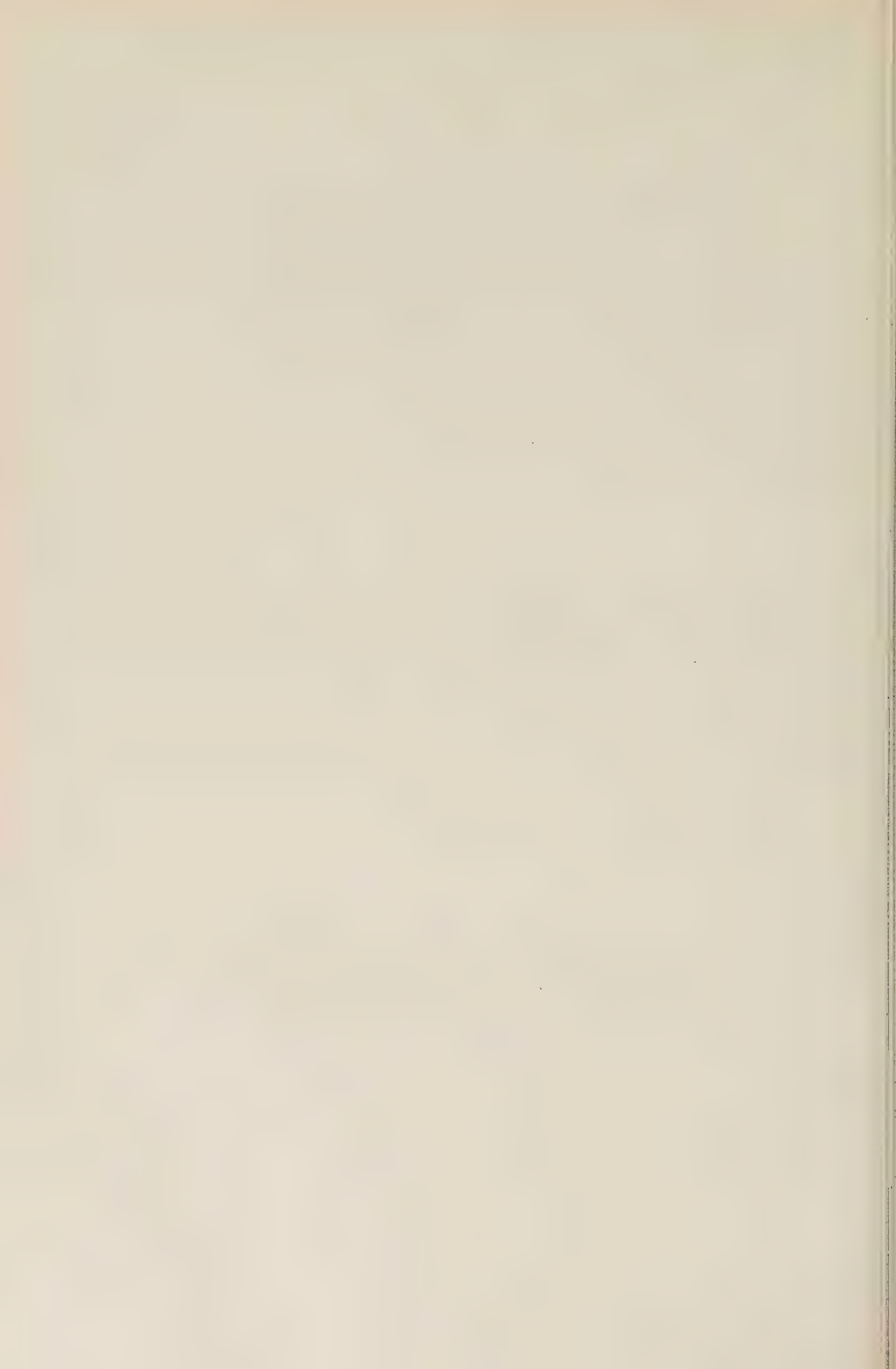
Nombres indices du niveau général des salaires

Base 1929 = 100

MOYENNE GÉNÉRALE (Mines, industries, Services publics)							HOMMES principalement qualifiés		
Années	Taux par heure			Taux par semaine	Taux par jour	Taux par heure	(Mines, industries, services publics)	(Industr. divers)	
	Alle- magne	Etats- Unis	Italie	Grande- Bretagne	Japon	Belgique	Taux par heure		
							Suisse	Canada	France
1927	91	96	—	100	—	—	—	97	91
1928	96	98	100	99	—	—	—	98	92
1929	100	100	100	100	—	100	100	100	100
1930	106	104	102	104	—	104	103	102	(102
1931	109	111	103	109	—	109	109	112	(104,5)
1932	104	108	104	110	100	111	114	116	(109)
1933	104	111	106	112	96	109	119	115	(110)
1934	102	124	109	111	93	108	117	113	(113)

Sans doute les nombres indices ont-ils été choisis en vue de donner pour chaque pays un aperçu aussi large que possible du mouvement général des salaires. C'est ainsi que la rubrique « industries » comprend non seulement l'ensemble des industries de transformation, mais également le bâtiment et la construction, la rubrique « commerce » non seulement le négoce, mais les banques, les assurances, les hôtels et restaurants.

Toutefois les divergences qui apparaissent dans la nature et l'établissement des données de pays à pays rendent impossible toute comparaison précise entre les fluctuations de salaires constatées à l'intérieur de chaque nation.



CONCLUSION

L'étude qui précède, montre que les comparaisons internationales des salaires ont été presque complètement abandonnées depuis quelques années. Cette interruption ne doit pas surprendre. Comme toutes les manifestations de l'activité internationale, les travaux du B. I. T. ne pouvaient être que compromis par une crise dont les principales conséquences sont la chute de multiples monnaies et l'isolement économique des peuples.

On peut espérer cependant que les études brillamment entreprises par le Bureau International du Travail seront poursuivies dans un assez bref délai. La reprise des travaux du B. I. T. est liée à la stabilisation des monnaies. Quelques indices font croire que cette stabilisation si longuement attendue n'est peut-être plus très éloignée pour certaines d'entre elles. Sa réalisation suppose que soit obtenu dans divers pays un équilibre entre les prix et les dettes publiques et privées.

La diminution des stocks de matières premières et de denrées agricoles, la disparition d'entreprises surabondantes ou mal adaptées aux conditions actuelles de la production provoquent dans certains pays une hausse notable des prix. Dettes publiques et privées ont été réduites par des conversions forcées et d'une

manière plus générale par la dévaluation brutale des unités monétaires. Enfin la plupart des Etats ont accompli depuis quelques années un effort sérieux pour diminuer leurs dépenses courantes et réduire les charges qui pesaient sur la production.

La stabilisation des monnaies ne manquerait pas d'avoir les plus heureux effets sur le mouvement des échanges entre nations et partant contribuerait dans une large mesure au rétablissement, à l'intérieur de chaque pays, de conditions économiques plus normales.

Toutefois, ainsi que nous l'avons montré à maintes reprises au cours de notre étude, on ne doit pas se dissimuler que les comparaisons internationales des niveaux de vie ouvriers ne pourront jamais avoir qu'une portée limitée. Trop de facteurs divers, dont l'importance ne saurait être exactement appréciée, influent sur le sort du travailleur.

Comme le témoigne le cas du Japon où les habitudes alimentaires dépendent plus de la tradition que de l'importance du revenu, où les goûts, les mœurs, les besoins apparaissent si particuliers, une grande partie des éléments qui conditionnent le niveau de vie échapperont toujours à l'appréciation du statisticien et de l'économiste et resteront l'apanage du moraliste et du romancier.

Vu :

LE DOYEN,

*Pour le Doyen, l'Assesseur,
RIPERT.*

Vu :

LE PRÉSIDENT DE LA THÈSE,

William OUALID

Vu et permis d'imprimer :

LE RECTEUR DE L'ACADÉMIE DE PARIS,

*Pour le Recteur, l'Inspecteur de l'Académie,
J. PERRON.*

ANNEXE

A la suite des recommandations faites par la 4^e Conférence des Statisticiens du Travail en 1931, des travaux ayant pour objet la comparaison internationale du coût de la vie ont été entrepris par la Section de Statistique du Bureau International du Travail.

L'utilisation de budgets fixes pour la détermination des coûts comparés de la nourriture n'ayant pas donné toute satisfaction, lors des premières enquêtes du Bureau International, on s'est efforcé de mieux répartir les pays en groupes où la consommation peut être considérée comme de type semblable.

Les comparaisons du coût de l'alimentation ont été effectuées au moyen d'une formule particulièrement recommandée par le professeur Irving Fisher.

A supposer que la comparaison se fasse entre deux pays ou périodes, 0 et 1, (0 étant pris comme base) et que les prix de détails p_0' , p_0'' , p_0''' , etc. et p_1' , p_1'' , p_1''' , ainsi que les quantités consommées par la famille, q_1' , q_1'' , q_1''' , soient données pour un certain nombre de denrées dans les deux pays ou périodes, cette formule peut s'écrire :

$$(1) \text{ Indice} = \sqrt{\frac{\sum p_1 q_0}{\sum p_0 q_0} \cdot \frac{\sum p_1 q_1}{\sum p_0 q_1}}$$

C'est la moyenne géométrique de deux rapports, à savoir :

$$^{(2)} \frac{\sum p_1 q_0}{\sum p_0 q_0} = P_0$$

$$^{(3)} \frac{\sum p_1 q_1}{\sum p_0 q_1} = P_1$$

qui sont eux-mêmes déjà des nombres indices c'est-à-dire des moyennes pondérées des prix relatifs.

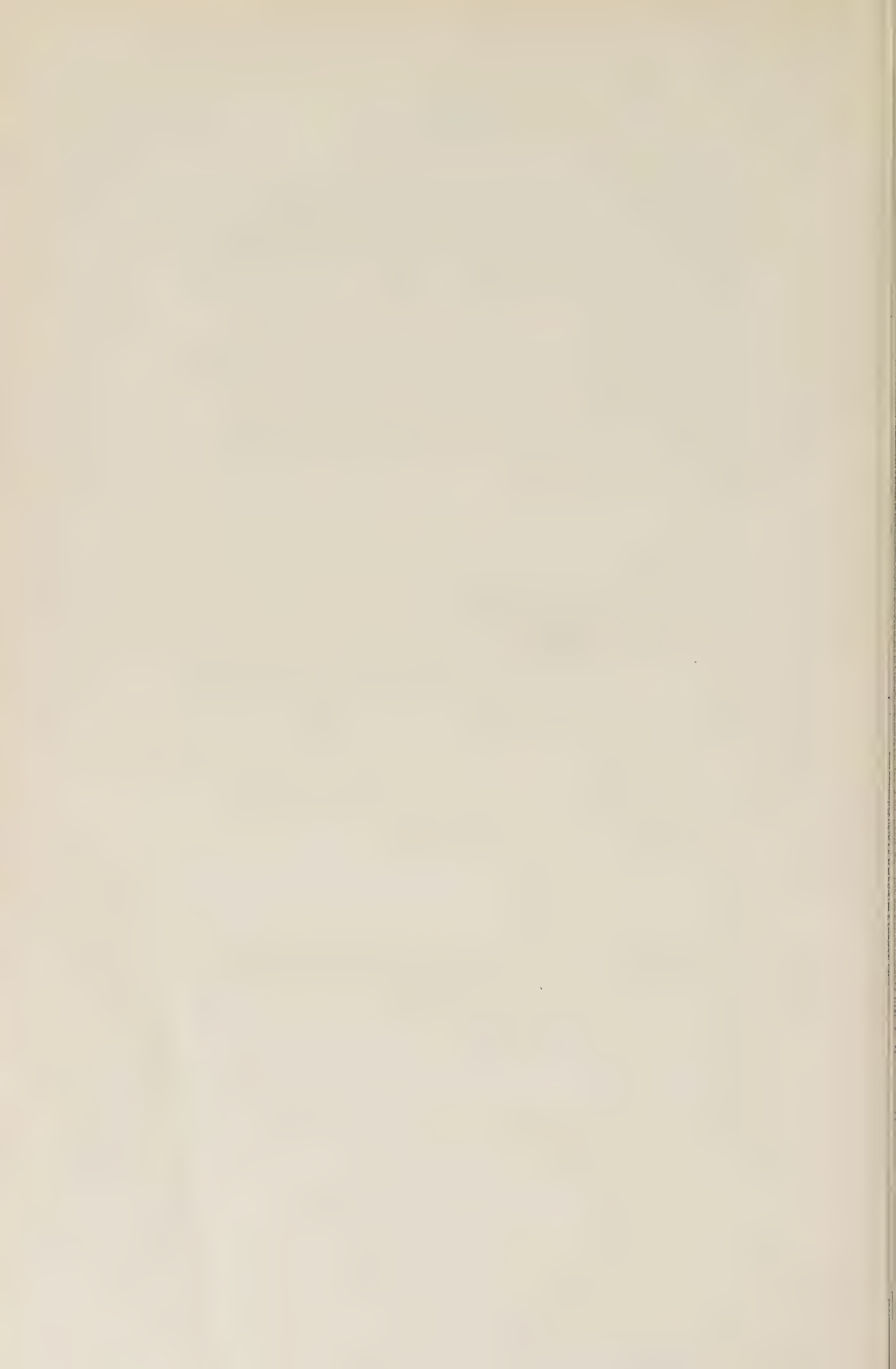
Cette formule tient compte des différences d'habitudes des divers pays. Le résultat obtenu n'est cependant pas excessivement influencé par le niveau de vie propre à ces pays, ni par la date des enquêtes auxquelles on emprunte les systèmes de pondération.

Si l'on admet que les articles envisagés dans le calcul sont tous effectivement consommés, les valeurs de p_0 et p_1 ne sont pratiquement pas affectées par le nombre de ces articles. Le résultat est par ailleurs indépendant du choix de la base, l'indice établi sur la base 0 étant la réciproque de l'indice établi sur la base 1.

Ces constatations conduisirent le Bureau International du Travail à conclure qu'il suffisait pour obtenir un résultat digne de foi de disposer pour chaque pays d'un budget alimentaire suffisamment représentatif, relativement récent et permettant d'appliquer la formule à un certain nombre de denrées alimentaires dont on connaît la consommation dans les divers pays envisagés.

La méthode employée soulève cependant une grave difficulté d'application tenant au fait que lorsque la distance entre p_0 et p_1 est trop grande, le problème reste mal déterminé.

Pour cette raison la plupart des auteurs ont renoncé à approfondir la question et les quelques tentatives effectuées n'ont pas donné jusqu'à maintenant des résultats vraiment satisfaisants.



BIBLIOGRAPHIE

HALBWACHS (M.). — *La classe ouvrière et les niveaux de vie* (1913).

— *Evolution des besoins dans les classes ouvrières* (1933).

LE PLAY. — *Les ouvriers européens*.

GIDE et RIST. — *Histoire des doctrines économiques*.

GUÉRIN. — De la méthode des monographies de famille. *Bulletin de l'Institut International de Statistique*, t. III, p. 141.

CHEYSSON (E.) et TOQUÉ (A.). — Les budgets comparés des cent monographies de familles publiées d'après un cadre uniforme dans les *Ouvriers européens* et *Les ouvriers des Deux Mondes*. — *Bulletin de l'Institut International de Statistique*, t. V, p. 1.

DUGÉ DE BERNONVILLE. — Note sur les méthodes d'établissement des indices des prix de détail et du coût de la vie. *Bulletin de l'Institut International de Statistique*, tome XXI, p. 43.

HUBER (M.). — Rapport sur la comparaison internationale des salaires réels. *Bulletin de l'Institut International de Statistique*, tome XXIII, p. 693.

Etudes et Documents du Bureau International du Travail. Série N., statistique. — N° 2 : Méthodes de la statistique des salaires et de la durée du travail ; I^{re} Conférence internationale des Statisticiens du Travail.

— N° 8 : 2^e Conférence internationale des Statisticiens du Travail.

- N° 12 : Méthodes d'enquête sur les budgets familiaux. 3^e Conférence internationale des Statisticiens du Travail.
- N° 17 : Contribution à l'étude de la comparaison internationale du coût de la vie. Enquête sur le coût de la vie de certains groupes d'ouvriers à Détroit et dans quatorze villes européennes.
- N° 20 : Comparaison internationale du coût de la vie.

Rapport sur les niveaux de vie des ouvriers dans différents pays. Conférence Economique internationale (1927).

Revue Internationale du Travail. — Octobre 1924 : Comparaison du niveau des salaires réels, p. 662.

- Avril 1929 : Une conférence internationale sur la statistique des salaires, p. 545.
- Juillet 1931 : La 4^e Conférence internationale des Statisticiens du Travail.
- Août et juillet 1934 : Enquêtes sur les budgets familiaux.
- Janvier et mai 1935 : Nombres indices du niveau général des salaires et nombres indices du coût de la vie.
- Novembre 1935 : Enquêtes japonaises sur les budgets familiaux.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	1
--------------------	---

PREMIÈRE PARTIE. — *Méthodes de comparaison des niveaux de vie ouvriers.*

I. — Méthodes de comparaison des <i>salaires nominaux</i>	11
II. — Exposé des méthodes permettant d'apprécier les variations du <i>coût de la vie</i>	17
III. — Méthodes de comparaison des <i>salaires réels</i>	24
IV. — Méthodes d'établissement des <i>budgets types</i>	32
V. — Corrections qu'il convient d'apporter au salaire réel pour apprécier le <i>niveau de vie ouvrier</i>	42
VI. — Exposé succinct de la <i>Méthode monographique</i>	47

DEUXIÈME PARTIE. — *Enquêtes effectuées sur les niveaux de vie ouvriers dans divers pays.*

I. — Comparaisons réalisées par diverses administrations nationales	57
II. — Comparaisons effectuées par le B. I. T. sur le montant des <i>salaires or</i>	64
III. — Comparaisons effectuées par le B. I. T. sur le <i>pouvoir d'achat des salaires</i>	69

IV. — Enquête effectuée par le B. I. T. sur les <i>dépenses</i> de certaines catégories d'ou- vriers à <i>Détroit et dans 14 villes euro- péennes</i>	88
V. — Statistiques sur l' <i>évolution des salaires réels</i> dans divers pays.	97
CONCLUSION	101
ANNEXE	103
BIBLIOGRAPHIE	107



BOSC FRÈRES, M. & L. RIOU

oo oo IMPRIMEURS - ÉDITEURS oo oo

oo 42, QUAI GAILLETON, 42 oo

oo oo oo LYON oo oo oo



